

(P)ièces (J)ointes

Le journal du Blog de Paul Jorion



11 ans du Blog



Qu'était le Blog de Paul Jorion?

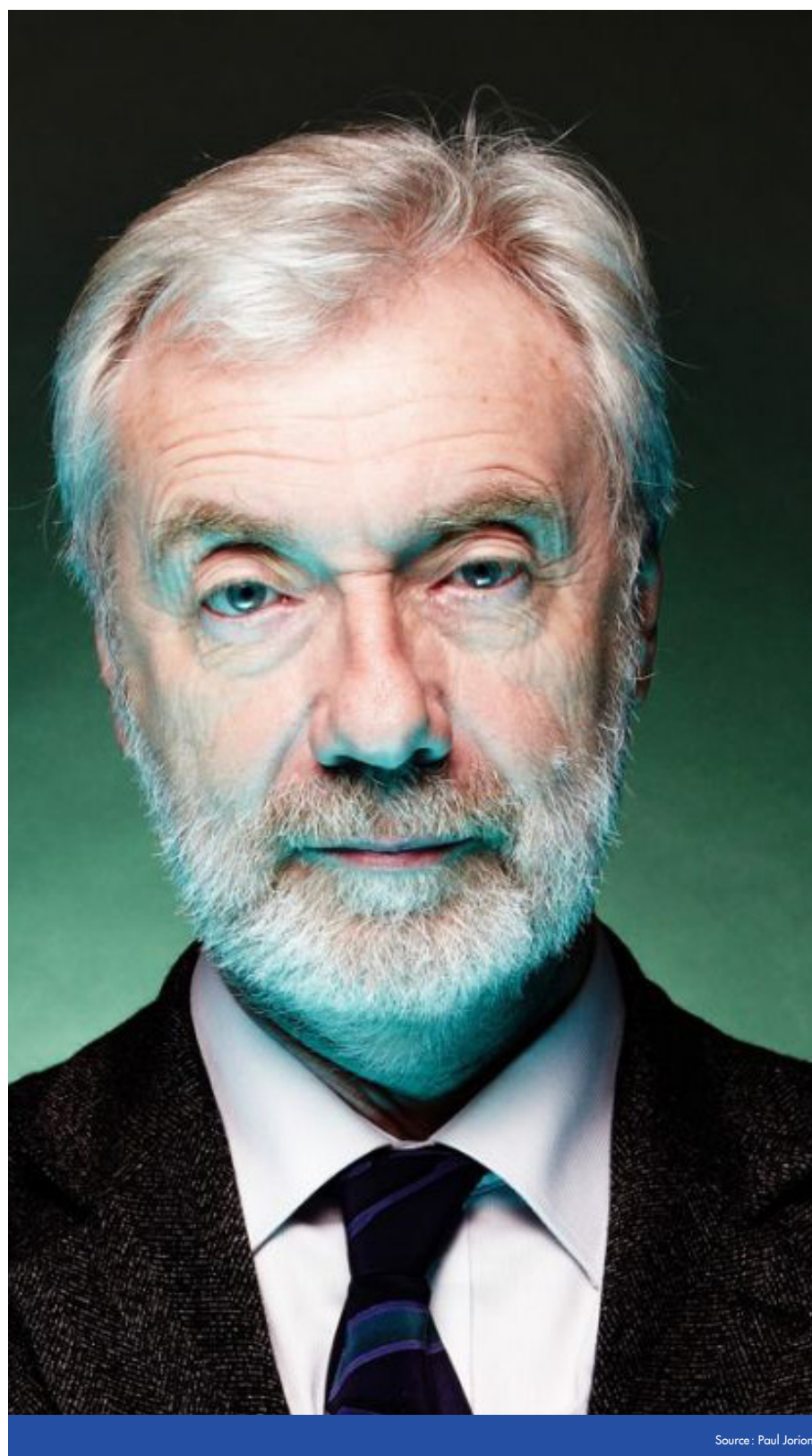
Le Blog de PJ a été créé le 28 février 2007. Le 25 novembre 2008, j'ouvrais le blog à d'autres contributeurs, en créant la formule du « billet invité », transformant ce qui était jusque-là une page personnelle en gazette. Le 28 février 2018, jour anniversaire des onze ans du blog, il redeviendra une simple page personnelle.

À la date d'aujourd'hui, le 11 décembre 2017, 11.800 billets et 410.200 commentaires ont été mis en ligne.

Le service du Dépôt légal numérique de la Bibliothèque nationale de France opérera une collecte du Blog de Paul Jorion au début du mois de janvier 2018. Par la suite « la capture du site sera consultable dans les collections des archives de l'internet, accessibles dans les salles de recherche de la BnF et des bibliothèques partenaires en région. »

Merci à vous tous, collaborateurs du Blog de PJ au fil des années d'ouverture à tous, la Bibliothèque nationale de France nous fait l'honneur de considérer que nous aurons été une (modeste) page d'histoire : « le site a déjà été sélectionné lors des collectes sur les élections de cette année et la qualité semble satisfaisante ».

Paul Jorion
14 janvier 2018



Source : Paul Jorion

Le temps qu'il fait le 1^{er} décembre 2017

Bonjour, nous sommes le vendredi 1^{er} décembre 2017 et aujourd'hui un thème au Temps qu'il fait, un peu provocateur bien entendu: «Bougez-vous! Moi j'ai fait ce que j'ai pu!». C'est le même message que vous avez pu lire lundi dans un billet que j'ai mis sur le blog et où j'annonçais mon intention [fin février 2018] de terminer l'activité du blog en tant que journal, en tant que quotidien permanent, et aussi mettre un frein à mon activité de conférencier inlassable, deux ou trois fois, quatre fois parfois par semaine, ici et là pour prêcher la bonne parole. J'ai l'intention de me consacrer un peu à d'autres choses comme la pratique de la psychanalyse (une chose que j'ai apprise à faire il y a pas mal de temps et que j'exerce comme ça de temps à autre dans les marges mais dont j'ai le sentiment que ça peut aider les gens de la même manière que ça m'a aidé moi de passer par ce processus) et aussi de faire un peu de recherche dans un domaine où j'ai dû stopper mon activité – comme l'anthropologie d'ailleurs – parce qu'il n'y avait plus de sous et... (enfin! l'anthropologie c'est un petit peu plus compliqué!)

Et alors je vais vous montrer un livre – Voilà je vais vous montrer un autre livre. Voilà! (PJ montre le livre «Deep Learning»): ça c'est le livre que je lis en ce moment. Et là, je vous recommande de le lire simplement si vous avez déjà un bon bagage en mathématiques et en informatique. Ça, ce n'est pas un livre dont je vous dis «Lisez-le nécessairement». Ce livre me déçoit un petit peu; je vais le dire en passant puisque je suis là à en parler: c'est une chose que j'ai déjà pu constater pas mal, chaque fois qu'on parle de choses de pointe, c'est que les gens qui en parlent – et même s'ils le font correctement – ne comprennent pas nécessairement exactement ce qu'ils sont en train de faire. J'avais eu ce sentiment, très très fort d'ailleurs, un jour où quelqu'un de très connu et sympathique me donne un livre, un livre qu'il a écrit sur «les langages orientés objets». Et au bout de quelques pages, je me rends compte qu'il confond classe et objet, qu'il ne sait

pas quelle est la différence entre une instance et un objet et ainsi de suite. Et je suis un peu consterné; j'arrête bien entendu la lecture de mon livre. Et là c'est pareil: voilà un livre sur le «deep learning»; il y a plein de choses, c'est bourré de machins, et de manière très intéressante à mon sens, ça échappe aux auteurs: ils n'arrivent pas à comprendre exactement de quoi ils parlent, ce que c'est exactement. Et c'est intéressant parce que ça nous montre que ce n'est pas la machine qui est plus intelligente qu'eux dans ce cas-là mais c'est la chose par laquelle ils rendent la machine intelligente qui n'est plus exactement sur leur écran de radar. Ils n'ont plus le contrôle exact de ce qui est en train de se passer. Alors il faut un peu deviner entre les lignes. Il faut – Voilà – utiliser les connaissances qu'on a déjà acquises par ailleurs pour dire «non, non! Ce n'est pas ça!». Par ailleurs, il y a d'autres auteurs qui sont plus proches de la réalité, mais qui sont considérés – Figurez-vous! Et là asseyez-vous bien.... Calez-vous sur votre chaise! – qui sont considérés dans ce domaine un petit peu comme des dissidents (grand rire), et voilà! : des hétérodoxes! (Les hétérodoxes comprennent mieux de quoi il s'agit dans ce cas-ci. Comme j'ai dit l'autre fois pour l'économie, même s'il faut mettre encore un bémol de ce côté-là).

Mais donc, voilà mon message: «Bougez-vous! Moi j'ai fait un certain nombre de choses». Je suis content; je m'étais donné un programme il y a pas mal d'années, en me disant «J'ai envie de parler de telles et telles choses dans des livres, pour expliquer comment ça marche, ce que je crois avoir compris»; et l'année prochaine ce sera terminé parce que quand j'aurai publié Qui étions-nous? (qui est un livre qui sera relativement gros et où je dis les choses dont j'ai l'impression que je ne les ai pas encore dites entièrement, et que je suis en train de terminer) j'aurai l'impression d'avoir rempli ma mission à mes propres yeux de ce point de vue-là. J'aurai donné, expliqué, mis devant tout le monde la boîte à outils que je crois avoir pu constituer et qui me semble très utile.

Par ailleurs, si vous voulez qu'un certain nombre de choses que je fais maintenant continuent, il faudra que vous en preniez l'initiative. Il faudra que vous preniez le relais. Si vous voulez qu'il y ait quelque chose de l'ordre d'un Blog de Paul Jorion qui soit un journal qui se perpétue, il faudra que vous le fassiez. Bien entendu je regarderai avec intérêt pour ce que vous proposerez et ce que vous aurez envie de faire. Si je peux vous aider, eh bien tant mieux! Même chose pour l'activité de diffuser mes idées, en particulier dans le livre qui s'appelle Vers un nouveau monde qui est une sorte de programme politique. Je vais continuer à donner les conférences que j'avais dit que j'allais donner. En particulier je me trouverai au Cercle de Wallonie à Liège. C'est cher... 56 euros je vois, pour venir m'écouter, pour m'entendre dire des choses que vous avez sûrement entendues déjà ailleurs. Donc je continue – Voilà – jusqu'à épuisement, les conférences que j'ai promis de faire, mais pour le reste, il faut que – Voilà – si vous voulez parler de Vers un nouveau monde, prenez des initiatives.

Aussitôt après que j'ai fait ma déclaration lundi en disant «Voilà, je termine et j'arrête», quelqu'un vient avec l'excellente idée de faire du blog la base pour une sorte de parti politique qui défendrait les idées de Vers un nouveau monde. Euh, non...! C'est gentil, j'essaie justement de sortir de là! J'ai fait ce que j'ai pu, j'en suis convaincu. Beaucoup de gens me disent que j'ai déjà fait pas mal; oui je sais: treize heures par jour à me consacrer à ce genre de choses pendant onze ans, c'est déjà pas mal, oui c'est bien. Pour le reste, il faut prendre le relais. Il faut prendre le relais: j'ai mis sur le tapis, le plus clairement possible, ce que j'avais pu dire.

Ce n'est pas que je me désintéresse de ce qui va se passer bien entendu! Mais comme je vous le dis, j'ai l'impression que je peux être plus utile pour le moment, dans les jours à venir, dans les mois à venir, en me consacrant à reprendre un peu cette histoire d'Intelligence Artificielle qui va tellement vite – je vous le dis: les auteurs de manuels ne comprennent

pas trop ce qui se passe eux-mêmes – et il faut qu'on reprenne un petit peu de contrôle sur ce genre de choses. Ça ne suffit pas que je signe des pétitions quand on me le demande. Il faut que j'essaie d'être un peu plus présent à l'avant-plan. Et j'ai fait, je vous l'ai dit, j'ai fait un geste il y a quelques jours, dimanche dernier, en posant ma candidature à un truc qui a l'air intéressant. Et voilà: je saurai en février si ça marche. Et si ça ne marche pas, eh bien je ferai un peu plus de psychanalyse. Donc l'alternative en février, ce sera un petit peu plus de psychanalyse et un peu moins d'Intelligence Artificielle, ou un peu plus d'Intelligence Artificielle et un peu moins de psychanalyse.

Voilà! Comme je vous le dis, je ne deviens pas sourd, aveugle et muet à partir de demain mais je change de braquet. Je change d'orientation tout simplement parce que, vous le savez, j'ai dû le signaler, je me suis retrouvé à l'hôpital – Bon, heureusement ce n'était pas grave – mais voilà, ce sont quand même des signes qu'on ne peut pas, comme ça indéfiniment, continuer à travailler comme ça à ce rythme là. Je l'avais fait avant, hein! Avant 2009, j'étais banquier le jour et j'étais philosophe /anthropologue la nuit et les week-ends, mais il vient un moment où... On n'est pas encore immortel comme le veulent les transhumanistes et on ne peut plus faire comme j'ai fait la semaine dernière des séries de conférences sur dix jours sans s'arrêter, sans qu'on en ressente les effets.

Comme je vous le dis: je reste là. J'me suis tuning in [Je suis à l'écoute]. À partir de maintenant, c'est surtout moi qui regarde ce que vous allez faire. Je suis là pour vous donner des conseils éventuellement. Je n'ai pas disparu mais je serai dans un rôle plus en retrait. C'est à vous d'être actifs!

Bougez-vous! J'ai – fait – ce – que – j'ai – pu!

Allez, à la semaine prochaine.

Paul Jorion
1^{er} décembre 2017

Continuez votre combat, entamons le nôtre !

Bonjour Monsieur Jorion,

Je suis vos analyses depuis des années avec intérêt. Je suis même un adepte des solutions que vous proposez pour un monde nouveau. Je viens de finir votre dernier bouquin et je suis d'accord en tout point sur votre analyse de la situation. Depuis peu, j'ai réalisé que notre seul espoir réside dans une mobilisation citoyenne pour faire changer les choses. Je m'étonne même qu'un embryon de soulèvement populaire exemplaire comme « Nuit Debout », n'ait pas porté sur le véritable sujet de l'extinction de l'humanité. Pour dire la vérité je ne me souviens même plus qu'elle était la raison de son existence. Mais je suis convaincu que la bonne voie est celle-ci. Il faut faire jaillir une mobilisation intellectuelle, qui occupe une place physique (comme Nuit Debout), pour penser le monde de demain et ses enjeux. Il faut faire bouger les lignes ! Votre effort intellectuel n'est pas vain, bien au contraire ! C'est grâce à votre réflexion, vos débats, vos livres, que j'ai pris conscience que ce grand mouvement citoyen aura lieu et portera ses fruits immédiatement. Pourquoi ? Car l'on peut changer les choses progressivement et radicalement en même temps. Le déclic, c'est la prise de conscience. Quand la masse critique est atteinte, tout devient simple et les mesures à prendre faciles. Exemple : pour limiter la pol-

“Exposer, défendre vos idées d'une transformation possible, alerter sans relâche, susciter des vocations, stimuler les énergies”

lution des transports, légiférer pour favoriser les semaines au bureau réduites. Combien de millions de personnes peuvent travailler chez elles au moins 1 jour par semaine ! Mais je suis d'accord avec votre analyse : nous devons révolutionner notre mode de pensée dominant-dominé. Il nous faut grandir, voir le danger pour prendre conscience de la nécessité d'une transformation vers l'économie 2.0. Monsieur Jorion, le chemin que vous avez parcouru est considérable. Vous ne pouvez vous arrêter tant que vous en avez les forces. Je vous exhorte si vous le pouvez à continuer. Exposer, défendre vos idées d'une transformation possible, alerter sans relâche, susciter des vocations, stimuler les

énergies. La masse critique n'est pas loin. Les catastrophes naturelles se multiplient. Les flux migratoires s'intensifient. L'eau manque. Tout s'accélère sous nos yeux pétrifiés. Nous devons appeler à la mobilisation des esprits qui veulent penser à l'avenir. Amorcer les discussions, pour accélérer l'avènement de la « Prise de Conscience Collective ». Un satellite européen Sentinel, vient de publier la carte mondiale de la pollution au NO₂. Elle a fait la première page de la Repubblica hier, car la plaine du Pô est la plus polluée du continent. Les Italiens sont les plus touchés par la pollution au diesel !

Qui veut aller vivre à Milan après cela ? Qui veut une maladie respiratoire ? Une bonne bronchite chronique ? Voilà un autre travail (scientifique cette fois) qui va participer au grand Déclic à sa manière. Je crois que le monde peut changer, simplement car nous y sommes malheureux au travail (ou sans). Pas de reconnaissance (ou si peu). Frustration, lassitude, inutilité, inefficacité sont les mots de notre quotidien. Tout cela pour nous mener à notre propre autodestruction ? Non, il faut mobiliser les forces vives pour retourner cette situation oppressante ! Continuez votre combat, entamons le nôtre !

Salutations !

Daniel Santenac
4 décembre 2017



Source : Pixabay

“La masse critique n'est pas loin. Les catastrophes naturelles se multiplient. Les flux migratoires s'intensifient. L'eau manque. Tout s'accélère sous nos yeux pétrifiés.”

Merci pour ce blog !

Paul Jorion a annoncé le 11 décembre dernier qu'il avait décidé de geler le blog, Nous le regrettons tous, même sans doute les quelques trolls qui y trouvaient une plateforme de choix pour exprimer plus ou moins gentiment leur scepticisme voire leur négativisme. Mais nous devons tous accepter ce choix : 11 ans de blog sans voir le jour, c'est long, pour lui, pour les siens et pour ses amis proches.

Nous devons donc surtout le remercier d'avoir porté sur la place publique un débat qui était encore confidentiel il y a 10 ans. Devant la montée inquiétante et incontestable de notre dette écologique, qui se chiffre maintenant à plus de 10 ans de capacité d'absorption de nos pollutions pas la biosphère, plus personne ne conteste aujourd'hui que, malgré quelques couches de peinture verte toujours annoncées à sons de trompe par des médias ébahis devant tant d'audace, l'activité humaine sous sa forme pilleuse et polluante actuelle est dans une impasse mortifère pour l'espèce, car même si la vie en a vu d'autres et s'en remettra comme elle a déjà survécu à la disparition d'autres espèces, il n'en reste pas moins qu'elles ont disparu en tant que telles. Certains estiment toujours que la croissance économique porteuse d'améliorations de conditions de vie reste prioritaire, mais ils sont de plus en plus minoritaires. « Globalement », le chemin parcouru depuis 11 ans est considérable et le blog a perdu ce faisant son rôle de vigie et de lanceur d'alerte ; il est donc normal de passer à d'autres formes d'action. Merci en tout cas pour ces 11 ans de blog, Paul, et tous nos vœux les plus sincères de réussite dans tes nouvelles aventures !

Il reste cependant un sujet important qui n'est pas encore vraiment sur la place publique comme il devrait l'être, et c'est fâcheux, car son manque de visibilité bloque toute évolution sérieuse vers une économie plus respectueuse de l'environnement. Paul lutte depuis longtemps, à juste titre, pour faire abolir la spéculation. Un de ses arguments les plus forts est qu'elle n'est pas une fatalité. En France par exemple, elle était interdite et punie jusqu'en 1885 (Articles 1965 du code civil de 1804 et articles 421 et 422 du

code pénal de 1810). En ces temps archaïques, les traders n'étaient pas admirés et adulés, mais considérés comme des joueurs parasites et traités comme tels. Il n'en est rien aujourd'hui.

Bien au contraire, la spéculation est plus que jamais inscrite dans l'ADN de notre économie en ce que c'est elle qui régule tous les marchés ou presque ; elle est même devenue l'investissement favori de la planète finance qui y trouve des rendements qui dépassent largement en moyenne ceux des investissements productifs, hors criminalité et encore. Point n'est besoin d'être docteur en économie pour comprendre que les marchés ne pourront pas être stables tant qu'ils seront soi-disant régulés par la spéculation sur l'évolution des prix, – qui incite le régulateur, qui vit sur les différences de cours, à faire bouger les prix aussi souvent que possible –, et non par des mécanismes assurantiels qui ne fonctionnent qu'en cas de variation et incitent donc le régulateur à tout faire pour qu'il y en ait le moins possible.

Il est impossible de financer les investissements lourds et à très faible marge que nécessite le passage d'une économie de pillage de stocks épuisables et de pollution de la biosphère à une économie de flux plus respectueuse des ressources naturelles et de l'environnement avec le système à courte vue qu'impose cette régulation des prix par la spéculation. Quel décideur rationnel, – cet être si cher à la science économique qui en a fait la clé de voûte de ses raisonnements, qui expliquent plus qu'ils n'anticipent, ce qui est curieux pour une science qui se veut exacte et dont l'application a tant d'impact sur nos vies quotidiennes –, va financer des investissements à moins de 5% de marge brute, qui ont une durée de vie qui se compte en dizaines d'années quand les prix des intrants et des produits finis peuvent varier de plusieurs dizaines de % en monnaie constante pendant cette période ? Et qui va s'engager dans un cercle de l'économie circulaire quand il est certain que le prix de ses intrants, de ses produits et de ses coproduits peuvent considérablement varier pendant la durée de vie de son investissement ?

J'espère que Paul restera en pointe sur ce combat essentiel. Le système actuel est tellement dominateur, et rapporte tellement à ses régulateurs qu'il va falloir réunir toutes les bonnes volontés disponibles pour changer un système qui loin de garantir une affectation optimum des ressources dans nos économies prétendument de marché est en fait leur poison le plus toxique.

Jean-Paul Vignal
18 décembre 2017

le Blog de Paul Jorion et l'anniversaire de ses onze ans

Depuis plus de dix ans, ici sur le blog et dans les dix-sept livres que j'ai publiés sur cette période, je préviens, j'analyse, je corrige des erreurs en matière de finance, je sonne l'alarme à propos de la menace qui pèse sur le genre humain, j'ai même récemment publié un programme politique de type classique intitulé Vers un nouveau monde.

Mes efforts ont rencontré ce qu'on qualifie de « succès d'estime ». Mes préconisations n'ont encore eu qu'un effet négligeable. Quand sera publié l'année prochaine Qui étions-nous ? j'aurai mis un point final aux leçons que j'aurai pu tirer dans la multitude de domaines où l'on m'aura trouvé un usage à différentes époques, j'aurai mis sur le papier toutes les recommandations qu'il m'aura semblé utile de faire. D'autres que moi en tireront leur parti s'ils le souhaitent et au pas qu'il leur semblera le bon, en pensant je l'espère au fait que chaque jour qui passe rend la survie de notre espèce à la surface de notre planète moins probable.

Tout n'est pas désespéré pour autant puisque chaque jour qui passe rend lui plus probable le remplacement du genre humain par un successeur synthétique qu'il aura engendré. C'est cela qui m'avait conduit à concevoir *Le dernier qui s'en va*

éteint la lumière à la fois comme une alerte et comme une « consolation ». J'entends que Qui étions-nous ? soit lui à la fois une consolation et le legs de la boîte à outils que j'aurai pu constituer au fil des ans, en espérant que d'autres trouveront à s'en servir.

Sur le plan de la consolation et de la lucidité personnelles, je consacrerai une partie de mes journées à la pratique de la psychanalyse, dont j'ai pu constater qu'elle n'était pas sans effets bénéfiques sur ces deux plans. Quant au successeur synthétique, j'ai posé hier le premier pas de mon retour à la recherche en Intelligence Artificielle et je saurai à la mi-février si cette première tentative aura été couronnée de succès. Si ce ne devait pas être le cas, j'entreprendrais alors de nouveaux efforts dans la même direction.

Quoi qu'il en soit, fin février 2018, dans trois mois, je mettrai fin à l'activité du blog sous sa forme actuelle de journal en continu pour en faire une simple page personnelle où j'afficherai mon actualité en fonction de ce qu'elle contiendra. J'ignore quel sera alors le sort du blog en tant qu'archive, je compte sur vous pour recueillir d'ici-là par votre initiative personnelle ce qui vous paraîtrait utile de sauver.

Paul Jorion
27 novembre 2017

Que va devenir la communauté du blog ?

C'EST DONC PLUS DE 410.000 COMMENTAIRES QUI ONT ÉTÉ PUBLIÉS SUR « LE BLOG DE PAUL JORION ». CETTE STATISTIQUE NE REND PAS TOUT À FAIT JUSTICE À LA FERVEUR DE LA COMMUNAUTÉ.

En effet, il y a 5 ans, les billets de blog furent fermés aux commentaires tant la tâche de modération devenait une occupation de plus en plus dévorante pour Julien Alexandre.

Puis il y eut les « Débats du blog de Paul Jorion » : des opérations « flash » qui récoltaient 200 contributions en 2 heures !

Même à la grande époque des blogs (j'en suivais une cinquantaine) je n'ai jamais rien vu de comparable.

La question que je me pose avec nostalgie est : que va devenir la communauté quand le site se transformera en musée le 28 février 2018 ?

La proposition qui me semble le plus naturelle est la suivante : ouvrir un forum de discussion le jour où le blog ferme.

Les forums redeviennent à la mode, signe que les réseaux sociaux n'ont pas tenu leurs promesses en matière d'organisation de discussions civilisées.

Qu'en pensez vous ? Si cette idée vous intéresse, merci de me faire part de vos suggestions dans les commentaires.

Alexis Contour
15 décembre 2017



Source : Pixabay

Souvenirs, souvenirs

Bonjour Paul,
Alors comme ça on se barre du Titanic ?

Vous en avez marre de vous agiter devant ce que vous voyez dans votre lunette pendant que l'on chante et boit sur le pont ?

Vous avez raison, nous sommes rentrés dans l'iceberg, reste juste à trouver en soi de quoi se fabriquer un radeau avec ce que la vie nous a laissé de mémoire et de désirs.

Vous avez le sentiment par votre travail de laisser à ce monde quelques plans pour ceux qui ne renoncent pas à imaginer un possible d'humanité à l'avenir incertain.

Merci donc pour ce partage, mais en ce jour de l'adieu, souvenirs, souvenirs, je ressens à regarder le show télévisé du jour, triste et joyeux, porté par la ferveur d'un peuple d'un

monde ancien, la fin d'un monde qui se meurt, aspiré dans les ondes d'un futur sans visage, mais plein de promesses dans lequel vous avez déjà pris place.

rienderien
9 décembre 2017



Source : Paul Jorion



Quiétude

Ernst Max (1891-1976)

Paris, Centre Pompidou - Musée national d'art moderne - Centre de création industrielle

Source : Paul Jorion

Forum de discussion

Une proposition concrète

Pour faire suite à l’interrogation d’Alexis Contour *Que va devenir la communauté du blog ?*, voici une proposition concrète pour créer un forum de discussion ouvert, distinct et plus large donc que les seuls « Amis de Paul Jorion ».

OBJECTIF

Créer un forum de débats permettant à la « communauté » rassemblée autour du blog de Paul Jorion de continuer voire de s’agrandir après le « gel » du blog actuel :
– à coût réduit et
– sans trop demander de la part des modérateurs

PROPOSITION

S’inspirer du forum spécialisé Air-Défense le plus actif sur son sujet dans le domaine francophone :
– Utilisation d’un soubassement technique éprouvé
– Coût réduit
– Travail des modérateurs réduit : Aucune modération a priori. La modération est seulement a posteriori, ce qui permet de limiter le travail des (quelques) modérateurs bénévoles tout en garantissant une grande fluidité des commentaires
– En contrepartie, la modération a posteriori est dure et sans appel. Qui enfreint les règles se voit attribuer des points d’avertissement, suivis rapidement s’il y a récurrence d’une exclusion temporaire ou définitive. Les points d’avertissement disparaissent au bout de trois mois sans nouvelle incartade
La formule fonctionne, ce forum vieux d’une grosse décennie a dépassé récemment le million de messages, avec plus de 5 000 membres inscrits au total dont sans doute plus d’un millier qui sont actifs. J’ai interrogé le créateur de Air-Défense pour en savoir plus.

RÉPONSES DU CRÉATEUR DE CE FORUM

Q – J’ai vu que la solution était « Invision », s’agit-il d’une solution payante ou d’un logiciel libre ?

R – Oui c’est une solution payante mais ça doit être dans les 30\$ par an et je dois dire que ça tourne plutôt bien (les mises à jour se font sans problèmes à chaque fois)
Q – Quel est l’ordre de grandeur du coût de l’hébergement ?
R – Ça doit tourner dans les 40€ par mois (un serveur de base de données et un serveur web chez Gandi.net).
Q – Quel travail initial a été nécessaire pour la première création du forum, avec une configuration « simple et fonctionnelle » ?
R – Ça se monte maintenant assez rapidement. Ça dépend de ton niveau mais tu peux passer quelques heures à ton setup et ensuite c’est histoire d’affiner les configurations. Mais ce n’est pas non plus un énorme travail. Le plus gros du boulot arrive quand il y a quelque chose de sérieux qui foire (un serveur qui a des soucis, une mise à jour qui se passe mal, etc.)

Il a rajouté les précisions suivantes :
« – Invision me paraît plutôt une bonne solution, c’est payant mais pas forcément excessif et ça tourne bien. Mon seul reproche c’est que la doc de leur site n’est pas toujours très claire. L’avantage c’est qu’ils offrent différentes options (blogs, site, etc).
– Je conseillerais en général d’éviter d’installer des plugins ou de se lancer dans trop de personnalisation.

Par expérience cela peut devenir compliqué lors de grosses mises à jour (...)
– Selon ce que tu comptes faire Discourse (<https://www.discourse.org/>) me semble intéressant (mais c’est un forum uniquement), je n’ai pas essayé mais c’est une autre manière de présenter un forum de discussion.
– Je suis en train de préparer une migration sur des serveurs chez Scaleway (<https://www.scaleway.com/>) ils sont pas cher (...) ils ont des serveurs à partir de 3€/m plutôt sympas. Et chez eux tu peux facilement commencer avec un petit serveur et si tu as besoin de quelque chose plus gros tu crée une image de ton serveur et tu la passes sur une machine de plus grosse taille.
– Enfin tout dépend du nombre de visites que tu vas avoir par jour et du contenu (...) Si tu débutes sur un forum vierge ça devrait pas être trop violent niveau ressources et un petit serveur pourrait faire l’affaire. »

CONCLUSION

Pour créer et maintenir un forum de discussion basé sur cette solution et sur la règle de la modération a posteriori, l’effort peut être estimé à :
– **Solution logicielle et hébergement** = 500€ par an au plus (Invision + hébergement chez Gandi), 60€ par an au moins (Invision

+ hébergement chez Scaleway avec ajustement du prix à la hausse si le forum grandit beaucoup)
– **Mise en place initiale** = au plus 1 journée de travail pour celui qui s’y colle
– **Modération** = Je proposerais 7 bénévoles qui prennent seulement l’engagement de se connecter une heure par semaine (chacun un jour différent) pour visionner les messages des dernières 24 heures et « fusiller » les contrevenants à la charte du bon contributeur (sur laquelle tout inscrit au forum se sera engagé lors de son inscription).

Je suis prêt à être l’un des bénévoles et à apporter une contribution aux frais financiers. La mise en place initiale ça pourrait être éventuellement moi, en revanche vu la nécessité de réserver en pratique une journée je ne pourrai pas m’engager sur un délai plus précis que « avant fin février ».
Qu’en pensez-vous ? Si cette méthode vous paraît intéressante, voyez-vous des améliorations à apporter ? Ou souhaitez-vous proposer quelque chose de différent ?

Alexis Toulet
16 décembre 2017



Source : Paul Jorion

Projet de forum

Appel à l'intelligence collective



Source : Pixabay

Suite aux discussions sur la proposition de forum, les choses sont encore plus simples maintenant du point de vue technique :

– La proposition d’Alex d’héberger le forum sur des machines déjà à sa disposition réduit le coût à presque rien : ne reste qu’Invision estimé à 30 \$ / an. Je les mets pour la première année, donc la question financière est réglée.

– L’installation, estimée à « quelques heures », je pourrai m’en occuper. Encore une fois vu mes autres contraintes je ne peux garantir que le délai « avant fin février ». Ça devrait aller, puisque Paul n’aura pas encore « gelé » son blog, mais si quelqu’un peut faire plus rapide qu’il se manifeste s’il vous plaît ce sera encore mieux

– La modération, nous avons déjà au moins 2 volontaires (Lucas et moi), si nous restons sur la formule que je

proposais il en faut encore 5, je ne doute pas que des volontaires ne se manifestent.

Reste la question principale : le contenu !

Il est bien évident qu’un forum de discussion ne pourra pas avoir la même « densité » de réflexion que celle que Paul assurait régulièrement, ce qu’il ne fera plus qu’épisodiquement. De toute façon, ce forum ne pourrait pas à mon sens reproduire ce qui existe actuellement, ce sera autre chose, plus ou moins intéressant et plus ou moins développé suivant ce que nous saurons en faire, et encore qui nous saurons y attirer.

De mon point de vue, il y a plusieurs centres d’intérêt principaux, plusieurs usages majeurs d’un tel forum :

- Certaines personnes sont davantage attirées par la discussion et les nouvelles de ce que Paul Jorion appelle « le soliton », donc la conjonction de plusieurs crises ou « pertes de contrôle »

– D’autres étendent leurs intérêts aux actions et mesures envisageables, qu’ils les conçoivent du seul point de vue théorique ou d’un point de vue plus pratique (comment on convainc les gens ?)

– Certaines personnes sont intéressées en grande partie voire principalement par la discussion et la préparation d’actions politiques concrètes dans le sens de renouvellement / prise de pouvoir par des partis de gauche

Et j’en oublie certainement, et naturellement pas mal de gens s’intéresseront à tout cela à la fois.

Tout cela pour dire qu’un tel forum doit à mon avis être conçu pour laisser la place à TOUS ces usages. D’où une nécessaire organisation en sous-forums, qui permettront du moins de « ranger » un peu, donc de suivre des thèmes d’un mois sur l’autre ou d’une année sur l’autre.

Du coup, j’ai plusieurs questions que

je soumets à l’ « intelligence collective » :

1) LE NOM

Faut-il qu’il fasse référence à Paul Jorion ? ... Et d’abord, qu’en pense le principal intéressé ?

Une possibilité pourrait-elle être de faire référence au « soliton » ?

2) LA CHARTE

À signer par tout contributeur, ce qui revient à poser la question des règles de modération.

À mon sens, il vaudrait mieux en rester aux bases évidentes : interdire insultes, diffamation, trollage, propagande commerciale, etc. sans chercher à imposer dans la charte une « ligne éditoriale » particulière. En revanche, afin que chacun puisse retrouver ses petits et que les discussions ne soient pas « débordées » par des considérations trop polémiques

miques, nous pourrions décider que les controverses vont à un endroit précis et pas à d'autres.

Exemple: la discussion de la réalité du réchauffement climatique serait autorisée SEULEMENT à cet endroit. Il faut être réaliste, si beaucoup de gens participent à ce forum, certains voudront discuter ce sujet: si on interdit leur expression, cela alimentera les théories sur un «grand complot», si on l'autorise complètement tous les sujets sur le climat risquent de dériver gravement. Borner l'autorisation à un endroit particulier me semblerait une «voie moyenne» intéressante

Qu'en pense la «communauté» ?

3) LA SUBDIVISION EN SOUS-FORUMS

Question essentielle, car elle «pré-oriente» le contenu !

Deux écueils à mon avis: trop peu de parties et on ne s'y retrouve plus, on arrive à «tout est dans tout et réciproquement», ce qui n'est certes pas tout à fait faux mais rendrait difficile d'avoir des débats vraiment suivis, trop de parties et il devient difficile de discuter sans toucher à deux ou trois – ou dix – domaines à la fois.

Je voudrais faire appel à l'«intelligence collective». Je fais une proposition initiale juste pour commencer par quelque chose, elle est certainement grandement améliorable... et pour commencer, il est fort possible que j'aie oublié des sujets! Ou encore que vous souhaitiez remettre en question la logique proposée.

Partie «Annonces»

Informations sur la gestion du forum, sur tel membre qui souhaite partager des informations personnelles, etc.

Partie «Présentations»

Je proposerais bien une règle «tout nouveau contributeur doit commencer par se présenter en quelques mots / lignes dans cette partie». Naturellement, il serait libre d'en dire aussi long ou aussi court qu'il voudrait, et il ne s'agirait certainement pas de donner son nom si on ne le souhaite pas! Mais d'un autre côté il serait utile de savoir en gros qui est cette personne et ce qu'elle cherche en venant ici: citoyen inquiet des crises en cours, militant de tel mouvement de gauche, chercheur en telle discipline, etc.

Partie «Le Soliton – nos pertes de contrôle»

– Sous-partie «L'environnement et les

ressources»

– Sous-partie «La finance et l'économie»

– Sous-partie «La complexité organisationnelle»

– Sous-partie «L'intelligence artificielle et la robotisation»

Partie «Le Soliton – des solutions»

Découper de la même manière que la partie précédente, ou bien non aucun découpage parce que bien des pistes de solution seront globales? Je pencherais pour le deuxième

Partie «Théorie économique, sociale et politique»

J'imagine que les réflexions prenant les questions au plus général, destinées moins à imaginer des solutions hic et nunc qu'à fournir des «outils» conceptuels permettant ensuite d'imaginer des solutions à des questions concrètes, gagneraient à avoir une partie dédiée

Partie «Politique – situations et actions»

– Sous-partie «Politiques nationales»
Que ce soit France, Belgique, Grèce ou tout autre pays

– Sous-partie «Politique de l'Union européenne»

– Sous-partie «Politique internationale»

En fait, tout sujet international sauf l'UE: Etats-Unis, Chine, etc. mais encore toutes organisations internationales

– Sous-partie «Actions en cours»

Certains contributeurs voudront peut-être utiliser le forum pour discuter ou faire de «premiers contacts» concernant des actions ou projets d'actions très concrets

Partie «Canal Paul Jorion»

Partie «Canal François Leclerc»

Les principaux intéressés souhaitent-ils lorsqu'ils écriront des textes ou donneront des nouvelles de telle communication ou conférence prévue le faire dans l'une des parties définies par ailleurs, ou plutôt que leurs textes soient regroupés?

Proposition de règle: PJ et FL sont les seuls à avoir l'option de poster un texte sans l'ouvrir aux commentaires. Tous les autres sont obligés de permettre les commentaires à leurs contributions.

Partie «Questions polémiques»

Elle pourrait être réservée à:

– Toutes les remises en question de faits généralement admis. Pour expliquer que la planète se refroidit, c'est par ici!

– Toutes les remises en cause personnelles de responsables politiques. L'expérience de la campagne présidentielle française a montré que «la température peut monter vite», pour limiter un peu les choses on pourrait imposer de ne discuter que les idées et les actes dans les parties politiques principales, et les personnes seulement dans cette partie?

Une question à laquelle je n'ai pas de réponse: la version de subdivision ci-dessus ne limite pas les actions politiques ou les analyses économiques à la gauche. En l'état, rien n'interdirait à un adepte ultra-libéral de Friedrich Hayek de poster dans la partie «théorie économique» ni à un défenseur catholique du mariage traditionnel de rassembler pour des actions anti-mariage homosexuel dans la partie «actions en cours».

Or, la majorité de la «communauté» ne le souhaite probablement pas.

Ce qui revient à reposer la question d'une «ligne éditoriale», plus ou moins lourde ou légère. Si le forum a un certain succès, il attirera bien des gens qui ne se revendiquent pas de la gauche – c'est d'ailleurs déjà le cas. Ces personnes contribueront utilement aux parties non strictement politiques (typiquement, le soliton, un sujet qui concerne tout le monde y compris les gens «de droite»!). Mais si les choses ne sont pas clarifiées dès le début, il est pensable qu'avec le temps la partie politique n'ait plus aucune unité et que toutes les options y soient défendues de l'extrême-gauche à l'extrême-droite. J'ai du mal à imaginer que la majorité de la «communauté» le souhaite. Je serais favorable à des limitations pas trop lourdes – encore une fois, le soliton est l'affaire de tous. Par exemple, pas de limite éditoriale dans la partie «Théorie» et seulement une modification du nom de la partie «Politique» et/ou des sous-parties afin de signaler clairement que l'orientation souhaitée par la majorité est à gauche.

Mais qu'en pense la «communauté» ?

Alexis Toulet
17 décembre 2017

“Tout cela pour dire qu'un tel forum doit à mon avis être conçu pour laisser la place à TOUS ces usages”

“Par exemple, pas de limite éditoriale dans la partie «Théorie» et seulement une modification du nom de la partie «Politique» et/ ou des sous-parties afin de signaler clairement que l'orientation souhaitée par la majorité est à gauche.”

Je vais écrire une grande Loi pour les sortir de la misère

Le peuple ne devrait pas avoir peur de son gouvernement. Le gouvernement devrait avoir peur de son peuple.

V pour Vendetta.

Les hommes ne sont naturellement, ni rois, ni grands, ni courtisans, ni riches; tous sont nés nus et pauvres, tous sont sujets aux misères de la vie, aux chagrins, aux maux, aux besoins, aux douleurs de toute espèce, enfin tous sont condamnés à la mort.

Jean-Jacques Rousseau, Émile, ou De l'éducation (1762)

Le dernier billet de Marianne Oppitz me fait réagir. Que Paul Jorion décide de mettre la clé sous la porte, nous disant: «J'en ai fait assez, je me suis bougé, je veux faire autre chose, j'ai fait ce que j'ai pu, à vous d'en faire autant», m'a vachement surpris. Mais il a raison. Cela fait quasiment depuis le début de l'aventure que je suis Paul sur son Blog, au Vicomte, dans des conférences et autres réunions publiques, et puis dans ses livres. Mais c'est l'impermanence. Paul devait bien arrêter un jour ou l'autre. Revendra-t-il? Mais surtout: Paul verra-t-il la fin de l'humanité, ou bien celle-ci saura-t-elle se sauver d'elle-même, des robots, de l'IA et des transhumanistes? Matrix aura-t-il raison? Terminator aussi? Elyseum, et tant d'autres films avant-gardistes sont-ils prophétiques? On ne peut pas en douter. Pourquoi? Mais parce que la science-fiction d'aujourd'hui a rattrapé la réalité! Le «futur» a-t-il déjà eu lieu vu que l'on peut le prédire? Plus de 15.000 scientifiques nous alertent qu'il est déjà trop tard rien qu'au niveau écosystème. Ce billet pose la question de ce que vous pouvez et devons faire. Je vais d'abord faire un détour par le sujet du nucléaire.

En septembre 2017, le 20 précisément, j'eus l'idée de consacrer un billet à ce qui serait une mise en parallèle d'un ouvrage fabuleux – Le Livre de la Paix de Bernard Benson, édité en 1980 par Fayard (si la mai-

son d'édition voulait bien rééditer les magnifiques livres de cet auteur...) – et le discours de ce jour-là que fit Emmanuel Macron à l'ONU*. Je vais vous en parler aujourd'hui. Benson et Macron parlent de Paix, de guerres et de nucléaire, et ce sujet est chaud bouillant. Néanmoins, ce n'est pas ce que dit M. Macron au sujet du nucléaire qui est important – car il suit la «communauté internationale» à ce sujet – mais d'autres parties de son discours.

M. Macron, chef d'État, Président français du peuple français est reçu à l'ONU. Benson, scientifique, informaticien, fut reçu à l'ONU et par divers chefs d'états suite à la sortie de son livre. Leurs deux discours sont donc importants pour que l'on les invite publiquement. Néanmoins: l'action de Bernard Benson n'a pas fait changer les choses. Son avertissement en tant qu'intellectuel engagé fut écouté – mais n'a pas eu d'autres effets. Malheureusement! Qu'en sera-t-il de celui d'Emmanuel Macron? J'ai bien peur que tous deux aient parlé pour soulager la bonne conscience de ceux qui les ont invités – et c'est tout. Le mouvement civil qui s'occupe du nucléaire n'a réussi quoi que ce soit en la matière politiquement parlant.

Le danger du nucléaire civil est tel qu'ajouter un danger nucléaire militaire est pure folie. Néanmoins, «tout le monde» souhaite avoir de telles armes. Officiellement, c'est pour dissuader le voisin en cas de montée en température. Kim Jong-un joue avec l'arme nucléaire, car les USA jouent à faire des manœuvres militaires proches de son territoire, et cela depuis des décennies. N'imaginons même pas un conflit nucléaire entre les deux Corées, le Japon (tous trois seraient rasés) et les USA. La Chine s'en mêlerait sûrement et la partie n'en resterait pas à un niveau local...

«Ne penser qu'à nous protéger de nos voisins, c'est le chemin des armes qui conduit à la guerre. Penser à les protéger de nous-mêmes, c'est la voie du désarmement qui mène à la Paix» dit Benson page 164, et page 178, désarmer «c'était trop dange-

reux! Si tout le monde œuvrait au démantèlement des systèmes de contrôle et s'évertuait à rendre ses propres armes inutilisables – pour ne pas parler de leur destruction réelle qui pourrait requérir des années – rien ne permettrait d'être assuré que tel ou tel pays n'en profiterait pas pour violer la règle et écraser tous les autres, imposant son règne!» Ensuite, Benson donne sa solution au problème. Mais l'on voit bien qu'elle ne fut pas mise en œuvre!

Peut-on appliquer ces mêmes idées à l'IA, les robots, le transhumanisme? Ils sont aussi dangereux que le nucléaire! Un robot doté d'une IA, voire un commando de telles «choses» (comment les nommer?), qui déciderait de mettre fin à la vie sur Terre, est-ce si invraisemblable?

Alors, que dit M. Macron ce 20/09/17? Au sujet du nucléaire d'abord: «Le multilatéralisme peine à faire face aux défis de la prolifération nucléaire, il ne parvient pas à conjurer des menaces que nous pensions à jamais résolues et qui sont réapparues brutalement dans notre présent. Ainsi Pyongyang a franchi en le revendiquant un seuil majeur dans l'escalade militaire. La menace nous concerne tous immédiatement, existentiellement, collectivement. (...) La France refusera toute escalade et ne fermera aucune porte au dialogue, si les conditions sont réunies pour que ce dialogue soit utile à la paix.» C'est l'hôpital qui se fout de la charité. Rien n'est fait pour empêcher les états de se doter de l'arme nucléaire depuis 1945!

Il dit ensuite que le combat contre le terrorisme – car nous sommes officiellement en guerre – passe par le militaire, mais qu'il est aussi «éducatif, culturel, moral». Il ajoute: «La nécessité, c'est le départ pour sauver sa famille quand la guerre fait rage et que le droit international humanitaire n'est plus respecté, mais instrumentalisé, comme en Syrie dans la stratégie de violence des acteurs; l'exil, quand les défenseurs de la liberté sont les premières cibles des pouvoirs en place. La protection des réfugiés est un devoir moral et politique dans lequel la France a dé-

cidé de jouer son rôle.» N'oublions pas que la France est un acteur de cette guerre en Syrie, et qu'elle est un des plus grands marchands d'armes au monde – car c'est ainsi que l'on exporte la démocratie, à coup de bombes et rafales de kalach'. En somme, l'attitude française c'est: «Vendons des armes au plus offrant! Et derrière, réclamons l'arrêt de la guerre!» Comment pourrait-on vendre des armes et demander la paix, le dialogue? Dans quel monde vit M. Macron?

Comme vous allez le lire, Emmanuel Macron a un plan pour sauver tout le monde (sauf de la guerre et des armes bien évidemment): «Ensuite, c'est d'avoir des priorités claires, la première c'est d'investir dans l'éducation parce que c'est par l'éducation que nous gagnerons cette bataille contre l'obscurantisme, celle qui est aujourd'hui en train de faire basculer des pays, des régions entières, en Afrique comme au Proche et Moyen-Orient. (...) C'est une bataille essentielle que nous mènerons là, c'est celle qui consiste précisément à donner la possibilité aux jeunes filles et aux jeunes garçons de ne pas sombrer dans l'obscurantisme, de pouvoir choisir leur avenir, pas celui qui leur sera imposé par nécessité ou celui que nous leur choisirions ici dans cette salle.

La deuxième priorité c'est d'investir dans la santé, dans la lutte contre les grandes pandémies et contre la malnutrition parce qu'aucun espoir n'est permis quand on ne peut pas se former ni se soigner. Dans ce combat pour le développement nous avons aussi besoin de soutenir la place des femmes, la culture et la liberté d'expression. Partout où la place de la femme est remise en cause, bafouée, c'est le développement qui est bloqué, c'est la capacité d'une société à s'émanciper, à prendre sa juste place qui est ainsi bloquée, ce ne sont pas des sujets de société anodins, c'est un combat de civilisation profond, c'est notre combat, ce sont nos valeurs et elles ne sont pas relatives, elles sont éminemment universelles sur tous les continents, toutes les latitudes. Partout où la culture est bafouée là aussi c'est notre capaci-



Source : Pixabay

té collective à relever ces défis qui est réduite.» Mais dans quel obscurantisme nagent les « élites » ? Sont-elles suffisamment éduquées, ou ont-elles tout oublié ? Manquent-elles de « culture » ? En tous cas, vous voyez, il y a de quoi faire. L'État a du boulot pour ses citoyens. « *Que faire ?* » disait-on. Voilà le plan chers lecteurs !

Enfin, E. Macron parle du dérèglement climatique, dont Paul, moi et tant d'autres sont si inquiets : « *L'avenir du monde c'est celui de notre planète qui est en train de se venger de la folie des hommes, la nature nous rappelle à l'ordre et nous intime d'assumer notre devoir d'humanité et de solidarité. Elle ne négociera pas, il revient à l'humanité de se défendre en la protégeant.* » Il ajoute : « *nous avons laissé les dérèglements du monde prendre le dessus. Nous avons traîné à régler le réchauffement climatique, à traiter des inégalités contemporaines qu'un capitalisme dérégulé s'est mis à produire. Nous avons laissé des voix discordantes s'élever. Mais à chaque fois, c'est la voix du plus fort qui l'emporte à ce jeu.* »

Néanmoins, les derniers paragraphes du discours d'Emmanuel

Macron sont inspirants et beaux : « *ne pas écouter la voix des opprimés et des victimes, c'est laisser leur malheur grandir, prospérer, jusqu'au jour où il nous frappera tous. C'est d'oublier que nous-mêmes, chacune et chacun, à un moment de notre Histoire, nous avons été ces opprimés et d'autres ont entendu nos voix. C'est oublier que notre sécurité, c'est leur sécurité, que leur vie engage la nôtre et que nous saurions restés indemnes dans un monde qui s'embrase.* »

Ne pas écouter ceux qui nous appellent à l'aide, c'est croire que les murs et les frontières nous protègent. Mais ce ne sont pas les murs qui nous protègent. C'est notre volonté d'agir, c'est notre volonté d'influencer le cours de l'Histoire. C'est notre refus d'accepter que l'Histoire s'écrive sans nous, pendant que nous nous croyons à l'abri. Ce qui nous protège, c'est notre souveraineté et l'exercice souverain de nos forces au service du progrès. C'est cela l'indépendance des Nations dans l'interdépendance qui est la nôtre.

Ne pas écouter ces voix, c'est croire que leur misère n'est pas la nôtre. Que nous posséderons pour toujours

les biens dont ils ne pourront que rêver. Mais lorsque ce bien, c'est la planète, lorsque ce bien, c'est la paix, la justice, la liberté, pensez-vous que nous puissions en jouir seuls, dans un coin ?

Si nous ne prenons pas la défense de ces biens communs, nous serons tous balayés. Nous laissons s'enflammer des brasiers où demain l'Histoire jettera nos propres enfants. Oui, aujourd'hui encore plus qu'hier, nos biens communs, c'est aussi notre intérêt, notre sécurité, c'est aussi leur sécurité. »

Alors, Paul nous dit de nous bouger et il a raison. Marianne Oppitz dit que rien ne bougera et elle a raison. Personnellement, je vais vous avouer ce que je prépare mais qui va me prendre du temps. Ça ne parle pas de nucléaire, car je ne vois pas ce que je peux faire à ce sujet-là. Mais je peux contribuer à la paix sociale et à la solidarité, à l'humanité.

De par mon travail d'éducateur et d'agent de la Justice, je vois trop de SDF, que ce soit en prison ou en dehors. Je suis donc impliqué dans l'aide aux SDF, en tant que bénévole, à la fois dans des maraudes

comme dans l'aide directe au sein d'une association pionnière, ancienne sur Lille. Et je veux faire plus. Je vais questionner les acteurs de ce réseau, comme les bénéficiaires, les SDF, qui sont aussi bien Français qu'étrangers, migrants.

Et seul, ou avec ceux que je vais trouver en chemin, je vais écrire une Loi, une grande Loi pour les sortir de la misère, de la rue et leur rendre leur dignité d'humain, et une place dans notre société. Une Loi qui abordera tous les aspects de leur condition. Je transmettrai cette Loi ensuite aux différents partis de l'Hémicycle. Je sais c'est fou, mais je vais le faire. Je créerai un blog qui sera le lieu du recueil des témoignages et enquêtes, et de l'écriture de cette Loi. Car on ne peut pas continuer ainsi. « *Ce que vous ferez sera dérisoire, mais il est important de le faire* » a dit Gandhi. Le Bouddha appelait notre monde du nom d'Endurance...

* Discours d'Emmanuel Macron devant la 72e assemblée générale des Nations-Unies.

Ancestral
3 décembre 2017

Penser le monde à l'heure du grand changement...

Penser le monde à l'heure du grand changement... celui de la fermeture imminente du blog.

Il y a peu d'exemples de mise en avant plus exigeante de la démocratie libérale que ne l'a été Paul Jorion à la fois dans ses écrits et vidéos sur ce blog, et dans l'acte même de créer et piloter ce centre de réflexion ouvert pendant onze années. Tout le monde connaît de Paul Jorion sa construction d'une pensée critique socialiste exigeante, mais l'aspect démocratique et libéral de celle-ci mérite également que l'on s'y arrête. L'idée que le socialisme et la démocratie libérale s'opposent ressurgit de tous côtés de l'espace public. Quelques semaines avant la fermeture des travaux, j'ai donc eu envie de souligner ce point essentiel car il est central pour la survie du socialisme démocratique comme possibilité politique opérante. Plus largement encore cette question est existentielle pour l'équilibre des démocraties occidentales à l'heure de la concentration forcenée des richesses, d'un accord bipartisan très large sur les questions uniques et de la concentration/manipulation de l'information.

En effet, chez Paul Jorion les faits sont l'unique carburant de la logique intellectuelle permettant de tracer des compréhensions, des perspectives, d'enclencher le moteur de la réflexion. Ainsi, une pensée critique est produite qui n'ouvre aucun espace à la production de faits logiques alternatifs. Ainsi, de la question monétaire, querelle presque séminale de ce blog, des enjeux financiers, de la relecture fine de Keynes (y compris à l'aune de sa vie), de la question écologique ou climatique, des inégalités, des enjeux légaux de propriété et d'entreprise, aux approches géopolitiques, jamais l'hôte du blog n'aura cédé à la tentation de regrouper les maux en un seul, de

se satisfaire de moyens rhétoriques grossiers pour parvenir à ses fins, ou de plier devant les références des chapelles académiques quand les faits leur donnaient tort. Nulle simplification, seulement le souci de penser logiquement et de transmettre ses conclusions, et ses idées d'action au plus grand nombre. Comme quoi les deux ne sont pas incompatibles pour qui s'astreint à une certaine éthique.

En témoigne la manière dont les questions commerciales ou de fonctionnement de l'Union Européenne, questions qui fracturent le socialisme européen, ont été abordées par ce blog. La bureaucratie européenne n'a jamais été traitée comme le projet d'«Europe» tout entier, l'Union Européenne elle-même a été différenciée de l'idéologie ordo-monétariste qui la sous-tend, le commerce des savoirs, des biens et des services, les migrations des personnes différenciées du grand flux des capitaux. Pourtant peu d'utopie, d'incantation au grand soir européen, non plus quant à la construction politique nécessaire à l'application dans le réel de ses réflexions... c'est aussi cela la démocratie libérale! Comprendre que nul sachant, nul expert, nul académique n'est l'Élu du Changement, mais que le jeu démocratique doit se jouer à mains nues, argument contre argument.

À l'heure où un grand relativisme nous saisit, où des blocs politiques ont tendance à affermir leurs positions politiques en les homogénéisant sur tous les sujets, en prenant par exemple des positions géopolitiques hasardeuses ou en soutenant la grande marche de restriction des libertés publiques, il est bon qu'ait été rappelé dans ce salon virtuel, et que soit rappelé pour l'avenir, l'indispensable lien qui unit la question démocratique et le socialisme.

Pour Paul Jorion les faits sont parfois de nature à sauver la réalité d'elle-même en lui offrant la nuance que nos yeux même peinent à voir. Certains trouvent parfois sa pensée par trop complexe, n'offrant que peu de clarté au bout du tunnel, c'est sans doute le prix à payer d'une éthique de réflexion inébranlable. Pas étonnant qu'au fil des années, étant parfois seul à emprunter ces chemins, sa confiance en l'homme à avoir les capacités de cerner ces nuances a eu tendance à diminuer. À tel point désormais qu'il envisage de s'en remettre aux machines alors que ses premiers ouvrages envisageaient plutôt le scénario d'un réarmement citoyen et démocratique! Il est vrai que cette décennie depuis la Grande Crise de notre siècle aura été dure à vivre pour beaucoup d'entre nous tant elle démontre la cécité de notre espèce et de nos démocraties devant les obstacles, et la formidable capacité à reproduire des erreurs pourtant bien documentées. Cela donne matière à questionner le fonctionnement même de notre intelligence en effet, et l'hypothèse de la conscience comme preuve de nos bugs de pensée devient séduisante.

Paul Jorion aura aussi au fil de onze ans produit une démonstration par l'exemple de l'impasse de l'académisme contemporain. En ne se cantonnant jamais à un champ de savoir disciplinaire – dont il aurait pu facilement faire son fonds de commerce quitte à quitter progressivement le champ de la réalité comme certains de ses éminents contemporains – Paul Jorion a produit à travers ce blog, et évidemment les ouvrages qui ont eu lieu pendant cette période, un savoir pluridisciplinaire fascinant en élargissant toujours le champ focal. Soit l'exact inverse du procédé académique plébiscité aujourd'hui! Certains éminents contemporains rétrécissent encore et toujours le champ d'investigation (en augmen-

tant le nombre des «toutes choses égales par ailleurs»), tout en devenant par la suite des commentateurs absolus qui ne songent même plus à investiguer a minima leurs sujets avant d'en parler, comme chaque couronné du Prix d'Économie de la Banque de Suède (dit Nobel) nous le rappelle annuellement.

Songez un peu: finance et macroéconomie européenne, démocratie, liberté publique et numérique, inégalités, écologie et collapsologie, robotisation et conscience, conception légale du capitalisme et j'en oublie sûrement, l'œuvre est considérable et toujours ancrée dans le réel et la matière contemporaine. Elle est le reflet d'une décennie de basculement des certitudes tout autant que le reflet de l'excellence intemporelle du travail d'un intellectuel d'envergure. Ce travail défini par les objets qu'il soumet à examen pose un plan de réflexion formidable et les recompositions possibles entre tous ces objets nous ouvrent elles un nombre de dimensions que nous découvrons seulement.

Valentin Przyluski
8 janvier 2018

« Ce n'est qu'un au revoir, mes frères ! »

Sociétés à la dérive, capitalisme outrancier, éloges irresponsables de la croissance... La planète a entamé depuis longtemps une dérive institutionnalisée qui, inexorablement, causera sa perte. Cela fait en effet près d'un demi-siècle déjà, soit à la sortie du rapport de Donella et Dennis Meadows (« Halte à la Croissance ? »), que la sonnette d'alarme a retenti pour la première fois. Mais depuis, qu'avons-nous fait, sinon ignorer ces avertissements ? Quarante-cinq ans ont passé et nos sociétés occidentales continuent de se gargariser de notions ultralibérales, nous poussant à produire et consommer davantage, et ce dans le contexte du déclin accéléré d'un monde du travail qui, à échéance, sera pour 90% dominé par nos propres créations robotiques. Pourtant, on le sait, notre terre nourricière ne pourra continuer encore longtemps à assouvir nos besoins agricoles et énergétiques. Dans un monde fini, l'on ne peut que

se contenter de ce qu'il produit. Or, la corne d'abondance est tarie ! Le jeu aura duré un peu moins de deux siècles depuis l'avènement de la révolution industrielle. Et sur l'écran, nous lirons bientôt « Game Over » !

Notre priorité, entendez par là la première en ordre d'importance, est pourtant inscrite dans nos gènes, puisqu'il y va simplement de la survie de notre espèce. Aussi, quand bien même l'humain ne manquerait à personne, si ce n'est évidemment à lui-même (cherchez l'erreur !), l'on se serait attendu à ce qu'il se débatte au moins un peu avant de se noyer. Or, c'est tout le contraire qui se passe, ce dernier préférant accepter de couler comme une pierre pourvu qu'on le laisse encore un peu se nourrir de pouvoir et du confort garanti (croit-il du moins) par nos sociétés occidentales.

Dame Nature ne transigera pourtant jamais ; elle n'a que trop donné. Pas plus qu'elle ne nous accordera d'ulti-

matum pour accorder nos violons et en finir avec nos querelles intestines autour de la hauteur du plafond de nos émissions de gaz à effets de serre ou de la manière dont les nations se partageront la note de leurs « concessions ». C'en est fini. Le moment est venu de se dire au revoir !

Reporté sur l'échelle de l'histoire humaine, l'homme vit, selon moi, ses dernières secondes. Bien sûr, quelques poches de bipèdes pourraient bien subsister ci et là, mais nos civilisations, telles que nous les concevons aujourd'hui, auront, elles, totalement disparu. La question n'est donc pas de savoir s'il y aura ou non crash du vol 747 pour Nowhere, mais plutôt de savoir combien il fera de victimes. On peut bien sûr nier cette évidence – c'est d'ailleurs bien ce que la majorité d'entre nous faisons, non ? –, mais ce serait une nouvelle preuve de notre cécité intellectuelle et de notre mépris pour ces générations à venir, à qui nous léguons un monde plus proche de

celui de Mad Max que de celui de Dorothy au pays d'Oz.

Peut-être aussi, comme le clame Paul Jorion, la machine aura-t-elle entre-temps supplanté l'homme dans la hiérarchie de la dominance terrestre, mais ce ne serait de toute façon que purement factuel. Que l'on meure maître ou esclave, la fin de l'histoire sera la même. Sapiens n'aura alors été qu'un animal de passage, une distraction de plus pour l'évolution qui, devant la perte d'un environnement rendu inhabitable par l'homme, nous aura tout simplement exclu de l'équation biologique. C'est un fait : la Terre ne se soucie pas plus de l'homme que l'univers ne se soucie d'elle. Depuis mère Lucy, nous n'aurons alors navigué que peu de temps avant de redevenir les poussières d'étoiles de Reeves.

Michel Jourdan
8 décembre 2017

Trump : End game

L'inculpation du général Michael Flynn, bref (24 jours seulement) conseiller de Trump à la Maison blanche sur les questions de sécurité, pour « avoir menti au FBI » peut paraître relativement innocente mais ce qui l'est beaucoup moins, ce sont les précisions apportées qu'il l'a fait selon « les instructions d'un membre au plus niveau de l'équipe de transition [présidentielle] » ou que Flynn, rapportant ses conversations avec l'ambassadeur de Russie, Sergey Kislyak, « appela un officiel de haut niveau de l'équipe Trump à Mar-a-Lago », l'un des joyaux de la couronne de palaces du président américain.

S'éclaire ainsi sans doute a posteriori l'incident diplomatique d'avant-hier entre les États-Unis et le Royaume-Uni quand Trump retweeta avec enthousiasme trois vidéos du groupe

britannique identitaire Britain First, dont l'un des militants assassina en juin de l'année dernière la députée travailliste Jo Cox, encourageant un parlementaire britannique à parler de lui hier en session comme d'un « fasciste ». Réagissant à l'indignation du Premier ministre britannique, Theresa May, Trump lui avait enjoint de se mêler de ses oignons. La charge paraissait inhabituellement brutale, même venant du Trump qui nous est devenu familier, mais l'explication nous est sans doute venue aujourd'hui : Trump sait que le nœud se resserre et que ses jours sont comptés et ne se préoccupe plus que d'une seule chose : faire jubiler sa base identitaire et néo-nazie.

Paul Jorion
1er décembre 2017



Source : Paul Jorion

Le Mauricien – « La croissance a cessé d'exister après la crise de 2008 »



Source : Pixabay

De l'anthropologie, dont vous avez un doctorat, vous vous êtes rapidement dirigé vers le secteur financier. Comment expliquer cette transition, pas forcément inscrite dans les « gènes » de l'anthropologue standard ?

La transition de l'anthropologie à la finance n'aura pas été si rapide pour moi : il y aura eu six années au cours desquelles j'ai d'abord été expert des pêches en Afrique occidentale dans le cadre de la FAO, l'organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et ensuite, chercheur en Intelligence Artificielle pour les British Telecom. C'est alors

que je travaillais dans le secteur de l'IA que la proposition m'a été faite d'être de la première génération de concepteurs de systèmes de trading automatisé sur les marchés à terme, ce qui deviendrait le high frequency trading : les opérations boursières à haute fréquence.

Vous vous êtes principalement fait connaître pour avoir prédit la crise des subprimes. Comment en étiez-vous alors arrivé à cette déduction alors que personne alors ne l'avait vu venir ?

Ce sont les économistes universitaires qui n'avaient rien vu venir, leur « science » s'étant petit à petit

déconnectée de la réalité dont ils prétendaient parler. Plus les économistes affirmaient, à partir du « tournant marginaliste » des années 1870, que leur domaine était une science, plus leur discipline devenait en réalité dogmatique et se désintéressait toujours davantage de ce que les données pouvaient faire apparaître. Les praticiens de la finance sur le terrain (dont je faisais partie) savaient eux fort bien ce qu'il en était. S'ils n'en parlaient pas, c'était essentiellement pour des raisons de logique commerciale – le genre de considérations qui ne m'a jamais personnellement retenu de parler. Alan Greenspan, qui était alors à la tête de la Federal Reserve, la banque centrale américaine, niait la

venue de la crise à venir (dont lui parlaient cependant ses proches, en particulier Edward Gramlich l'un des gouverneurs de la Fed) pour des raisons purement idéologiques : en raison de son engagement ultralibéral libertarien qui prônait le laisser-faire absolu, sous prétexte de protéger les citoyens contre l'emprise de l'État, mais en réalité pour empêcher l'État de refréner les appétits sans bornes des milieux d'affaires.

Croissance, capitalisme, libéralisme... Ces mots vous évoquent quoi dans la conjoncture ?

La croissance a cessé d'exister dans nos pays avec la crise de 2008.

Depuis cette époque on se réjouit à grands cris quand dans de simples vibrations autour de 0%, elle atteint péniblement 1%. Ces gains sont dilapidés en intérêts versés à des prêteurs ou des dividendes versés à des actionnaires. La chose est d'autant plus déplorable que nous avons dans notre innocence fait dépendre de la croissance le fonctionnement de l'état de bien-être (que ses adversaires qualifient avec moquerie d'État-providence) que nous tient tous tant à cœur.

Qu'est-ce que le capitalisme? C'est le système qui dans nos sociétés donne un avantage politique aux détenteurs de capitaux par rapport aux autres acteurs de l'économie, les salariés en particulier. Qu'est-ce que le capital? C'est une somme d'argent qui, manquant à l'endroit où elle est nécessaire pour permettre la production de marchandises ou l'offre de services, ou permettre la distribution des produits, ou la consommation des ménages, a dû être déplacée et se voit rémunérée en termes précisément de versements d'intérêts et de dividendes. Le capitalisme n'existe donc, il faut le souligner, que parce que la propriété privée fait en sorte que chez nous les ressources en argent manquent le plus souvent là où elles sont nécessaires pour faire fonctionner la machine économique – et les choses vont de ce point de vue chaque jour en s'aggravant.

Le libéralisme est une doctrine admirable qui vise à déterminer où doivent s'arrêter les pouvoirs de l'État pour assurer le bonheur des citoyens. On appelle aujourd'hui malheureusement «libéralisme» – il faudrait dire plutôt «ultralibéralisme» – un dévoiement de ce libéralisme d'autrefois qui décrète que l'État ne devrait plus se consacrer qu'à une seule tâche: la défense de la propriété privée pour ceux qui en bénéficient pleinement.

Depuis quelques années maintenant, on note, à travers vos ouvrages, un pessimisme grandissant quant à la survie de l'espèce humaine. Quels sont les principaux dangers, selon vous?

Le réchauffement climatique va désertifier de vastes zones dont les populations partiront en errance; les eaux vont monter, faisant disparaître certaines îles et submergeront des zones côtières hyper-peuplées, voire des pays entiers comme le Bangla-

desh ou les Pays-Bas; la fonte du permafrost des steppes va dégager des quantités colossales du gaz à effets de serre qu'est le méthane.

La question du réchauffement planétaire vous interpelle. Malgré la COP21 et ses suites, comme le «One Planet Summit», voyez-vous une réelle volonté politique afin de renverser la vapeur?

La volonté politique commence à se dessiner, en France en particulier, mais il ne suffit pas de vouloir renverser la vapeur, les problèmes devant nous sont peut-être d'ores et déjà insolubles. Si nous arrêtons tout du jour au lendemain, nous cesserions en effet de produire les aérosols qui nous protègent quelque peu du réchauffement, et nous accélérerions encore celui-ci. Prendre les mesures nécessaires dans ce domaine réclame rien moins qu'un authentique gouvernement mondial. Mais dans la zizanie qui règne actuellement entre les nations nous en sommes hélas très loin.

A Maurice, nous dépendons encore largement des énergies fossiles. Combien de temps pensez-vous cela tenable dans la conjoncture pour une petite économie insulaire et que préconisez-vous?

Le pic pétrolier a été dépassé: nos ressources en pétrole sont désormais déclinantes. Il faut en diminuer la consommation le plus possible et le plus rapidement possible et nous tourner massivement vers les énergies renouvelables: le soleil nous dispense tous les jours bien plus d'énergie que nous n'en aurons jamais besoin mais il faut la dompter de manière efficace.

Depuis quelques années, on assiste à un nouvel engouement pour un retour aux sources en communion avec la nature. Que pensez-vous de ceux cherchant à se désolidariser du système pour vivre en totale autonomie? Cela sert-il réellement à quelque chose?

Je ne suis pas sûr que la communion avec la nature et les tentatives de vivre en totale autonomie soient liées dans tous les cas. Deux types de comportements peuvent apparaître en surface comme identiques ou tout au moins apparentés alors qu'ils sont en réalité distincts: le véritable retour à la nature dans la tradition d'Henry

David Thoreau quand il écrivit *Walden ou la vie dans les bois* (1854) et le survivalisme fondé sur l'hypothèse d'un effondrement sociétal qui ferait que seuls quelques petits groupes survivraient. Je crois que certains «amoureux de la nature» déclarés sont en réalité des survivalistes cachant leur jeu. Cela apparaît clairement dans les conversations que l'on peut avoir avec eux: quand on leur souligne que leur comportement n'est pas généralisable au sens où il faudrait des centaines d'années pour qu'il fasse une différence significative à l'échelle planétaire s'il était adopté par tous ou qu'il paraît quasi impossible dans tel ou tel domaine, comme les jardins potagers urbains, d'atteindre la masse critique nécessaire pour qu'une transition s'opère, leur réponse, ou absence de réponse, montre clairement qu'ils n'ignorent pas cette objection possible mais qu'ils n'en ont cure en réalité: ce qu'ils recherchent, c'est une solution pour leur famille, pas pour le genre humain.

Vous pourriez rejoindre le club des collapsologues... Quelles solutions nous restent-il?

Une course est engagée entre la destruction que nous opérons de notre environnement en tant qu'il nous permet de continuer de vivre à la surface de notre planète, et notre capacité à coloniser d'autres mondes. Dans le meilleur des cas nous parviendrons à maintenir les conditions de notre survie à la surface de la Terre et nous explorerons d'autres étoiles où nous pourrions peut-être nous établir. Dans le pire des cas nous échouons dans les deux tâches. Mais il existe aussi deux scénarios possibles de semi-échec / semi-réussite: nous coloniserons les étoiles mais nous aurons rendu la Terre inhabitable, ou nous aurons créé les robots qui nous survivront dans un univers dont nous aurons disparu du fait de notre ineptie quand il s'agissait de gérer notre planète avec sagesse.

Dans «Le dernier qui s'en va éteint la lumière», vous expliquez qu'il est temps de faire «notre deuil de l'humanité». N'y a-t-il vraiment aucune raison d'espérer?

Je décèle dans l'absence de réaction appropriée et proportionnée à l'extinction qui nous menace, quelque chose de plus positif peut-être que la simple bêtise de la politique de l'autruche: une réconciliation avec le fait

que notre espèce aura fait son temps dans un monde très généreux envers elle mais où notre nature profonde faisait que certains des obstacles qui se dressaient devant nous étaient en réalité insurmontables et que l'attitude la plus raisonnable aujourd'hui consiste à entamer sans tarder le deuil de notre propre espèce. Si, la technologie que nous avons su créer constitue un miracle au sein de l'univers, il nous faut envisager qu'elle seule peut-être soit encore à même de nous sauver, mais il faudra alors que nous fassions confiance à l'intelligence supérieure à la nôtre dont nous sommes en train d'équiper nos robots, pour qu'ils nous tirent d'affaire in extremis.

Paul Jorion
27 décembre 2017

“Le pic pétrolier a été dépassé: nos ressources en pétrole sont désormais déclinantes.”

À propos de « *No More Work. Why Full Employment Is a Bad Idea* » de James Livingston

JAMES LIVINGSTON, NO MORE WORK. WHY FULL EMPLOYMENT IS A BAD IDEA
CHAPEL HILL: UNIVERSITY OF NORTH CAROLINA PRESS, 2016

Le livre de James Livingston, *No More Work* – mais dont il explique dans les premières pages qu’il aurait voulu l’appeler « *Fuck Work* » – agit sur le lecteur comme une psychanalyse, la question qu’il nous soumet sans ambages étant la raison de notre attachement plein de persévérance à la « valeur travail », alors que nous pourrions et surtout devrions nous tourner vers une autre voie, actuellement, pour répondre à nos aspirations les plus profondes, les emplois disparaissant chaque jour davantage « grâce » à l’automation.

Cette manière qui nous est propre de concevoir notre existence « à la sueur de notre front », elle est enracinée en nous depuis des millénaires, et c’est pourquoi Hegel y percevait une notion « transhistorique », donnant à la succession des générations une impression de continuité.

Parcourant à travers l’histoire les différentes approches du travail, l’auteur nous montre bien le caractère tout aussi particulier que relatif du capitalisme, échouant à créer de l’égalité, et réussissant néanmoins à créer un premier espace de liberté grâce au salaire, pour disparaître finalement en même temps que la classe des prolétaires qu’il avait engendrée.

Le travail reste un pilier incontournable de notre vie, à la source de plus de mal que de bien si nous prenons enfin en compte la destruction de notre habitat, celle de la faune et de la flore, suite au grand nombre de déchets et à la surexploitation que notre consommation entraîne, et pourtant, alors qu’il détruit notre existence, nous percevons toujours son principe comme salutaire et vivifiant, dans un aveuglement dénué de tout esprit critique.

Certains passages du livre nous tirent cependant de notre nostalgie pour nous réveiller, par exemple lorsque Livingston nous fait remarquer « qu’une activité mal payée crée une situation plus intolérable que l’acceptation d’un revenu procu-

ré par l’État » ou encore pointe du doigt le fait que le capitalisme s’est détruit lui-même en confiant à des gestionnaires non impliqués dans la capitalisation de l’entreprise des rôles de contrôle de la production, résultat ironique de l’absence de travail réellement productif, comme l’est l’investissement des actionnaires.

Le livre est également parsemé de paradoxes, tel celui concernant le renoncement dans les années 1970 au Plan d’Assistance élaboré par Nixon, pour la raison principale que les sommes versées aux citoyens défavorisés étaient associées à une incitation à chercher du travail, aspect déplaisant et problématique pour une bonne partie de la gauche.

Il y aurait par ailleurs correspondance entre notre désir de sublimer notre désir de liberté par le travail, cette sublimation s’incarnant dans notre propension à « créer un surplus », et l’évolution de notre société dépassée par l’impossibilité de gérer celui-ci. L’éthique protestante s’est ainsi imposée et opposée à l’idéal aristocratique du loisir tout autant qu’à la croyance du monde chrétien à une vie bonne dans l’au-delà.

Livingston nous surprend et nous amuse presque lorsqu’il fait l’inventaire de toutes les astuces et justifications dont nous usons, aussi bien à gauche qu’à droite, pour sauver ce qui apparaît bien comme notre dernière planche de salut, porteur de justification et de sens de notre existence : le labeur, dont l’absence définitive est partout déniée, comme si, tels des prisonniers redoutant la lueur du jour, nous ne pouvions nous arracher à une vie basée sur le surplus pour définir les contours d’une autre basée sur celui du besoin. L’information sur laquelle est basée notre société post-industrielle est gratuite et par ailleurs, l’activité économique peut se passer d’un ajout de capital ou de matériel, il nous est donc demandé de revoir les principes de notre économie dans cette perspective pour pallier les dommages à l’environnement que le capitalisme engendre et pour éliminer cette

concentration vertigineuse de la richesse à laquelle nous assistons, responsable également d’un fléau tout aussi paralysant pour l’économie, la spéculation, interdite en France et en Belgique jusque dans les années 1870 car elle était reconnue comme un pari où l’un gagne et l’autre perd.

L’auteur insiste sur le fait que la disparition de l’emploi était annoncée par les artistes et intellectuels depuis les années 1920. Beaucoup d’emplois avaient disparu dans les années 1930 suite à l’automatisation, notamment dans le secteur automobile et le Plan prévu dans les années 1970 par Nixon visait à pallier la disparition généralisée de l’emploi, en substituant au principe de la sécurité sociale celui du revenu minimal garanti. Sur ce point, nul doute que cette mesure, même si elle a été par ailleurs avortée, ne puisse être qualifiée de cynique, puisque, dans le but d’empêcher une révolte du peuple, on privait celui-ci de prestations sociales s’adaptant au contexte économique pour lui attribuer une somme dont le montant était fixé, sans tenir compte du fait que le système financier pouvait raboter cette somme à sa guise et selon son bon vouloir.

Car enfin, ce que nous ne voulons pas voir, renforçant ainsi notre cécité, c’est que le travail, s’il a assuré notre subsistance, s’est souvent comporté comme « un maître abusif » : la Révolution industrielle, si elle a fait progresser notre société sur bien des plans, a aussi transformé les paysans en salariés sans qu’ils puissent plus jamais recourir « aux biens communs » fournis par la terre et dont ils pouvaient jouir sans entraves, la notion d’« enclosures » n’existait pas au XVIII^e siècle de la même manière qu’au siècle postérieur. Cette privatisation des biens communs s’est accentuée de manière indue jusqu’à nos jours, par la notion de « personne morale » attribuée aux entreprises, leur laissant le loisir de disposer du patrimoine de l’humanité, des ressources élémentaires nécessaires à tous, à leur propre gré, alors que la planète est à feu et à sang.

De même, c’est au nom du travail que les différences entre les sexes se sont accentuées, reléguant le travail des femmes au foyer au rang des accessoires et dévalorisant le soin apporté aux non-productifs, enfants et vieillards ne relevant pas de cette catégorie. Il serait urgent pourtant qu’hommes et femmes puissent trouver des solutions humaines au problème des mouroirs que sont beaucoup de homes (EHPAD) et à celui de l’accueil de la petite enfance, trop souvent bouleversée dès la première heure au nom de la productivité.

Il est sans doute malheureusement banal de rappeler toute la souffrance subie par les classes laborieuses au moment de la Révolution industrielle, et c’est pourquoi la remarque de Livingston selon laquelle « les luddites voulaient conserver leur travail, et les ouvriers leur dignité dans leur travail » semble sujette à caution.

Le dernier « défaut » du travail pourrait être, au final, ceci : de nous laisser désarmés face à cet avenir enfin possible auquel nous sommes embarrassés de répondre : notre vie nous appartient désormais et il nous apparaît de manière beaucoup plus évidente que nous sommes responsables de notre prochain, de notre frère. En cela, si ce miracle est bien à nos portes, si le règne de la nécessité a bel et bien disparu, pourquoi devrions-nous nous contenter d’une somme compensatoire à la disparition de l’emploi, pourquoi ne pourrions-nous pas profiter de la gratuité pour tout ce qui est nécessaire grâce aux bénéfices de l’automation ? Ainsi, nous pourrions nous occuper réellement de nos frères mais aussi, nous ne serions plus embarrassés par ce surplus encombrant de production et de consommation engorgeant la planète. L’ère du besoin pourrait dès lors coïncider avec celle de l’amour.

Madeleine Théodore
22 décembre 2017

« info@lutte-classes.org »

Quelle est la pertinence du concept de « lutte des classes » tel qu'il nous est communément transmis par le marxisme ? J'argumente qu'il doit être révisé pour le déporter de sa référence aux classes sociales (prolétaires / bourgeois) vers ce que j'esquisse comme des « classes informationnelles ».

Comment les classes sont-elles maintenant inégales ? S'agit-il seulement de la possession de l'outil de travail ? Les prolétaires étasuniens qui se farcissent le trumpisme sont-ils avant tout chose dépossédés de leur outil de travail ?

J'en doute en voyant cet énième exemple : Venue of last resort : the climate lawsuits threatening the future of big oil de « Marchands de doute » à l'œuvre (l'article rapporte le cas d'une organisation « American Petroleum Institute » dont l'acteur principal organise une formation visant les futurs juges fédéraux prêts à candidater aux 160 et plus nominations que Trump va faire. Et cette formation vise au titre du « scepticisme sur la causalité » et autres enrobages plaisants et poussés jusqu'au fallacieux à édulcorer voire à éluder les messages de la communauté scientifique, bien sûr ceux concernant les combustibles fossiles et par rebond le réchauffement).

Et en voyant cette spoliation informationnelle en gestation bien avancée, je dirais que le concept de classe marxien avait beaucoup de bon quand sa **portée sociale** et sa **portée informationnelle** se recoupaient et même se recouvraient. En effet, la première culture du capitalisme intensif est celle de l'usine. Elle faisait coïncider les deux (les deux portées, sociale et informationnelle) chez les travailleurs, la sociologie a suffisamment documenté la culture de l'usine pour cela (Renault a même payé des sociologues pour cela à la fin de Billancourt). Et idem la culture du cigare et de l'opéra (comique) chez les grands-bourgeois du XIXe siècle, alliés objectifs des patrons, fournit un recouvrement suffisant d'un volet social et d'un volet informationnel : les éduqués sont encore peu nombreux et ils sont aux commandes. Jules Ferry introduira l'école obligatoire à peu près au moment où la technicité croissante des ateliers fait du patronat un demandeur d'ouvriers « lettrés » au sens basique, c'est-à-dire sachant lire des instructions écrites.

Pour le sujet du jour, celui de la lutte des classes et de son possible aboutissement, l'histoire ne nous aide pas : le fait que les émancipations du XIXe et du XXe siècles se soient inscrites dans le filigrane de la révolution française, ce phénomène si peu lié à l'industrie (mais tant à la bourgeoisie), n'a pas simplifié la lecture, il n'y a pas dans la révolution de 1789 la

trame toute prête d'une révolution prolétarienne au sens de l'appropriation des moyens de production, qui passeront chez les bourgeois. Idem la propriété privée fut sacralisée dans la déclaration des droits de l'homme, mais surtout pour se prévenir des abus de la noblesse qui au cours de ses chasses, pouvaient piétiner la parcelle du paysan sujet du prince, sans que ce dernier pense même à ester en justice contre cela.

Dans la vision d'Emmanuel Todd, ce n'est pas tant la volonté de partager les outils de travail de type « usine » et d'assurer les besoins de tous qui a mu en fond la mécanique révolutionnaire de 1789 et d'après, mais plutôt l'égalitarisme du système familial (héritage également réparti notamment) des paysans du nord de la France, zone très différente de l'Allemagne ou du Béarn (les Gascons non aînés partent à l'armée comme D'Artagnan).

Je reviens sur le cœur de mon point, à savoir ce qui rend le point de vue marxien illisible : n'est-ce pas un cisaillement entre classe d'ordre informationnel qui fait aujourd'hui, en 2017 et depuis la fin des usines, le lit des inégalités et le ferment de leur amplification ? Un comble pour quelque chose d'aussi facile à reproduire que l'information, me dit-on dans mon oreille ! Pas tant que ça si on pense (à la façon P-réseaux qui suivant Paul Jorion décrivent l'inscription mnésique du langage) que ce n'est pas tant la reproduction de l'info qui compte que sa mise en relation avec les autres informations au sein d'un individu, (individu « situé » dans sa classe sociale certes).

Le grand mouvement de trampoline des inégalités du XXe siècle pointé par Piketty (le recul des inégalités pendant les Trente Glorieuses 1945-1975, après destruction du capital par les guerres, leur remontée depuis 40 ans) a son pendant (en France, disons) dans la « montée en information » de la population, qui connaît elle aussi ses à-coups internes et son mouvement de reptation vers le haut, avec phases de compression et d'étirement, telle une chenille. Le manœuvre de base de 1955 (quand le chômage commence à baisser) est remplacé en 2017 par un employé d'Amazon en hangar géant, capable de se débrouiller avec des ordres multiples sur des tablettes, on se détache d'un ou deux crans du geste répétitif de la mécanique (faite en Chine), l'agriculteur de 2017 tient son registre vétérinaire complexe à jour (voir le film « Petit Paysan »), ou bien il pilote des engins d'épandage assez high-tech, avec GPS et lecture automatisée du déficit local en intrant dans le champ (quand on épand des tonnes, gratter 500 kg n'est pas de refus).

Vers 1970, moment plus égalitaire entre les deux zones d'inégalités qui marquent les bords du XXe siècle, la télé en version à 2 ou 3 chaînes était parvenue, entre « Intervilles » et « Apostrophe », à resserrer les bouts de la chenille informationnelle. Peu ou prou une tendance relative analogue est perceptible au colège, avec le passage de plus de 60% environ d'une classe d'âge en 3e (qui se souvient des CPPN quand même ?). Depuis, l'inégalité de revenu croissante a accompagné l'allongement à nouveaux frais de la chenille de la compétence informationnelle. Aujourd'hui, je me convaincs que c'est d'une certaine façon pour maintenir ce gradient, cette chenille bien allongée, que chacun est poussé à ses limites, celles du burn-out. Ce n'est qu'ainsi qu'on teste bien ce volet informationnel, on est loin du temps où la force physique des mineurs et autres « puddlers » était la limite et la référence (mais les troubles musculo-squelettiques sont toujours là, aux abattoirs, en chantier ou en entrepôt).

Bref, je ne développe pas beaucoup plus, mais en 2017, ce sont nos millions de pavillons et tous nos autres artefacts de la vie quotidienne qui accaparent nos cerveaux disponibles aux temps d'après le Minitel (comme dirait Gabriel Garcia Marquez Patrick Le Lay) et qui sont dans la vision que je voudrais faire passer ici le plus sûr obstacle à une conscience de classe efficiente, ou au moins à une version orthodoxe d'une telle conscience, bien dans la case « classe façon usine ».

Il est sans doute loisible de reconstruire dans une resucée (ou une épistémé ?) informationnelle, la fameuse logique hégélienne et marxienne de la conscience du faible qui, dialectiquement et suivant les lignes de force du matérialisme historique, vient signer la fin du fort, un jour, ou mieux un Grand Soir. Mais il y a deux os qui limitent la pertinence de la version informationnelle de cette trop belle image d'une lutte se terminant sur un grand soir : le premier os est la vitesse de déplacement de la cible, de « ce qui est informé » (ce à quoi Macron a battu LR et PS à plate couture, n'étant pas là où on l'attendait, mais donnant de l'information à mouliner là où ces partis annonçaient des idées ectoplasmiques). Et le second os est la facilité pour les « have » (ceux qui ont l'info) de parvenir à classer les « have not » (qui n'ont pas la version du jour, qui sont hors du cercle de la raison) comme populistes, ignares, déficients cognitifs, déplorables, suivant une gradation qu'on pourra documenter aisément (ah, et pour des débats bien épicés, comme islamisme et islamo-gauchisme, l'échalote informationnelle n'est pas très loin non plus). Le tout pour trouver appui chez les votants des bons quartiers, en gros chez les 10-20% les plus riches qui suffisent à nourrir le circuit de la fabrication de l'opinion, et aussi

les « trends » de consommation (le boïsme carbu encore bien, merci, vous reprendrez bien des macarons ?). Avec ces deux gros os, je ne donne pas très cher de l'applicabilité du retournement « prolétarien » des « pauvres de l'information » venant reprendre les manettes aux riches pour réorganiser des flux d'information « à chacun suivant ses besoins ». La tentative de nouveau média intitulé « Médias » de FI nous donnera la mesure du potentiel de mise en branle des choses en agissant au moins en principe au cœur de la question.

Pour poursuivre sur la base posée, voyons quel est le dernier avatar de l'évolution de ces « have » et « have not » de l'information : l'épisode états-unien depuis un an nous montre que la pauvreté intrinsèque des informations réellement manipulées par les « have » à petits cerveaux type Trump leur permet le double jeu d'être porte-parole exécutif et législatif des riches et de plaire électoralement aux « have not ». Revenons à l'article cité en début sur l'American Petroleum Institute : l'article illustre le rôle des think-tanks : ils ne vont certainement pas boudier de se voir désignés comme les fournisseurs de pensée de dernier recours en cas d'épuisement complet du cerveau collectif de la bande twitto-méditative de la Maison Blanche. Et s'il reste d'aventure des interstices à combler, MM. les avocats ne sont pas bien loin, comme à la sortie des urgences dans les hôpitaux américains, on ne va quand même pas attendre d'avoir du recul pour penser, manquerait plus que ça.

Ma métaphore de ce dernier rebondissement, pour cette idée de classes à base informationnelle, serait donc que certaines chenilles s'entortillent et peuvent être aveugles à leur propre étirement informationnel, en se regardant la queue. Cela présage un stade de chrysalide ... avec un jus bien noir dedans !

Timiota
19 décembre 2017

Le Monde / L'Écho – Pourquoi un marché à terme du bitcoin ?

L'OUVERTURE À CHICAGO DE DEUX MARCHÉS À TERME DU BITCOIN (L'UN PAR LE CHICAGO BOARD OPTIONS EXCHANGE (CBOE) LE 10 DÉCEMBRE, L'AUTRE PAR LE CHICAGO MERCANTILE EXCHANGE (CME) LE 18 DÉCEMBRE) SERA-T-ELLE UN MOMENT CLÉ DE LA LÉGITIMATION DE CETTE CRYPTO-MONNAIE ?

L'exemple, il y a quinze ans, d'une autre innovation financière pourrait conduire à y lire au contraire une marque de défiance envers elle.

Rappelons que le bitcoin, un jeton dont le détenteur est anonyme et la sécurité assurée par le chiffrement, ambitionne d'être considéré comme une véritable monnaie. Son irruption en une des journaux est due à la valeur élevée atteinte par ces jetons, qui apparaissent du coup comme une source possible d'enrichissement.

L'exemple passé est celui du « Policy Analysis Market » (PAM) en 2003, un projet de marché à terme pour un produit financier dérivé dont le sous-jacent aurait été les retombées de certains attentats terroristes. L'argumentation de ses promoteurs (en l'espèce la DARPA, le département de recherche du Pentagone) était que les candidats terroristes tenteraient également de bénéficier financièrement de leurs actes, et qu'une activité anormale sur un « produit » particulier – l'assassinat du roi de Jordanie, par exemple – signalerait son imminence. Un tollé dans l'opinion et au Congrès, qui y a vu un encouragement à de tels attentats, avait enterré le projet.

La finalité du PAM s'est éclairée par la suite, car il jetait les bases d'un autre projet : la National Security Agency (NSA), qui mettrait secrètement sur écoute dans les années qui suivirent l'ensemble de la population américaine et ses correspondants étrangers fut créée malgré, là aussi, l'opposition des parlementaires américains. Il n'était donc pas tant question de noter la « popularité » boursière de tel ou tel projet d'attentat que d'écouter ce que diraient les parties intéressées dans leurs conversations.

Quel est le rapport avec le nouveau marché à terme du bitcoin ?

La perspective d'une monnaie échappant à la supervision de l'autorité étatique qu'est une banque centrale fait que l'utilisateur le plus actif du jeton, en sus de militants libertariens en lutte contre l'État et de quelques enthousiastes de la programmation, est la pègre, qui y trouve le moyen de faire circuler l'argent sale en circuit quasi-fermé. Un spécialiste refusant de révéler son nom définit le bitcoin comme « taillé sur mesure en vue de la fraude ». Le site de vente sur Internet Silk Road, spécialisé dans la vente de drogues et de passeports volés incarna cette tendance jusqu'à sa fermeture par le FBI en 2014. Son fondateur, Ross William Ulbricht, accusé aussi d'avoir commandité plusieurs meurtres, fut condamné à la prison à vie en février 2015. Il plaïda le délit politique, affirmant avoir

agi par idéalisme libertarien de lutte contre l'État.

De nombreux traits du bitcoin s'opposent à son assimilation à une véritable monnaie. D'abord il n'est adossé à rien – ni métaux précieux, ni richesse quelconque ; ensuite il est éternel ; enfin, il manque de liquidité. Sa capacité à être utilisé est en effet médiocre : les frais de transaction sont élevés, les délais d'enregistrement, souvent de plusieurs jours, tandis que les cours fluctuent de manière désordonnée : le 29 novembre, le bitcoin a perdu 14 % de sa valeur en une seule journée.

Les promoteurs du futur marché à terme affirment que sa présence permettra aux détenteurs de bitcoins de se protéger contre les aléas du marché, un marché à terme permettant de s'immuniser aussi bien contre une hausse que contre une baisse du

prix. On voit mal pourtant les spéculateurs vouloir jouer à la baisse, ou pourquoi les régulateurs qui autorisent ces marchés seraient soucieux de protéger la pègre ou des ennemis déterminés de l'État contre le risque financier.

Comme dans le cas, certes avorté, du PAM de 2003, l'intention tacite est plus probablement que les autorités pensent avoir découvert, par la création de contrats à terme, un moyen d'apparence inoffensive de superviser discrètement un marché dont les objectifs affichés sont de vendre à l'abri du regard de l'État, voire même de faire tomber celui-ci.

Paul Jorion
12 décembre 2017



Source : Pixabay

Piqûre de rappel: BITCOIN, LA MONNAIE DU FUTUR ?

INTERVIEW DONNÉE À PC WORLD POUR SON DOSSIER SUR LA MONNAIE VIRTUELLE BITCOIN

– Pourriez-vous vous présenter à nos lecteurs, en deux mots ?

Oui bien sûr, je m'appelle Paul Jorion, j'ai une formation d'anthropologue et de sociologue, j'ai travaillé 18 ans dans la finance où j'ai fait partie de la première génération de rédacteurs de logiciels, de celle aussi de rédacteurs d'«algos» mettant en oeuvre des stratégies de trading sur les marchés à terme. Travaillant dans le secteur des subprimes aux États-Unis, j'ai pu annoncer la venue de la crise dans un livre intitulé La crise du capitalisme américain (2007).

– On entend beaucoup parler de ces nouvelles monnaies «virtuelles», n'est-ce pas l'essence d'une monnaie d'être virtuelle et basée sur la confiance des usagers ?

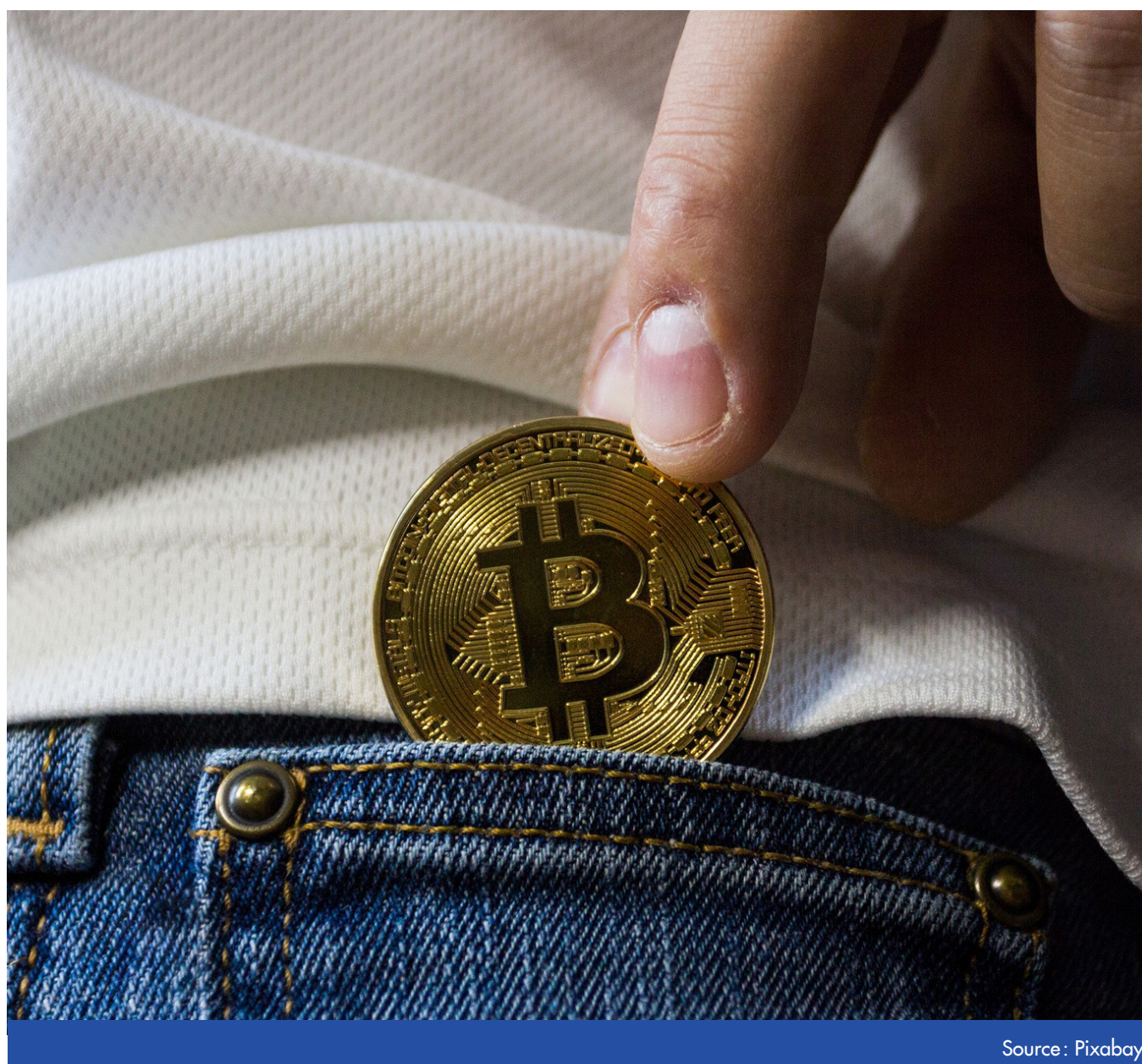
Le mot «virtuel» est trompeur : toute monnaie est réelle ou bien elle n'existe pas en tant que monnaie. Si une monnaie était simplement «virtuelle», elle ne serait pas une monnaie : il faut que chaque centime compte «pour de vrai». Je crois que par le mot «virtuel», ceux qui l'emploient veulent dire «électronique» : que ses opérations se font essentiellement électroniquement. Dans ce sens là, il faudrait dire qu'un livre qu'on lit sur une tablette est «virtuel». Là non plus je ne pense pas que ce soit vraiment le mot qui convient. Dire qu'une monnaie est «électronique», c'est renvoyer à son support : dans ce cas-ci, c'est une suite de 0 et de 1 sur un disque dur, dans d'autres cas, ce sont des métaux précieux, du papier, des coquillages dans certaines sociétés, etc.

Quant à être fondée sur la confiance, non, ce n'est pas vrai de toutes les monnaies, c'est vrai des monnaies que nous appelons des «monnaies fiduciaires», c'est-à-dire précisément «fondées sur la confiance», comme

la monnaie papier que nous utilisons aujourd'hui, mais ce n'est pas vrai des anciennes monnaies faites uniquement de pièces métalliques qui valaient exactement le montant qui était mentionné dessus par le poinçon. Celles-là étaient ce qu'on appelle des «monnaies-marchandises», et elles ne réclamaient aucune confiance particulière, sauf s'il y avait falsification de la marchandise : si le prétendu or était en réalité du laiton par exemple. Parce qu'on pouvait prendre un ensemble de pièces valant, disons, 1 000 euros, les fondre, et aller revendre le lingot

créé pour le même montant exactement de 1 000 euros. Donc pas de confiance nécessaire ici : la monnaie est en même temps une marchandise qui vaut exactement ce qui est poinçonné dessus comme étant sa valeur. Ce n'est pas le cas d'un billet de 50 euros, dont la valeur au prix du papier est peut-être de 2 centimes. Pour l'accepter en paiement il faut que chacun fasse confiance au fait qu'il sera accepté en paiement d'un objet ou service dont le prix est 50 euros. Pour cela il faut qu'il y ait tout un dis-

positif autour : une banque centrale qui émet la monnaie et la retire de la circulation, une police pour aller interroger le commerçant qui refuse un billet de 50 euros en paiement d'une chose valant 50 euros, une police qui poursuit les faux-monnayeurs, des juges qui jugent les faux-monnayeurs et les mettent en prison, des gardiens qui s'arrangent pour qu'ils y restent, etc.



Source : Pixabay

– En quoi une monnaie comme Bitcoin diffère-t-elle des autres en vigueur, c'est-à-dire celles contrôlées par les banques nationales ?

La réponse est claire d'après ce que je viens de dire. D'abord ce n'est manifestement pas une monnaie-marchandise : étant une monnaie électronique il n'y a rien de « dur » derrière un Bitcoin qu'on pourrait aller revendre au poids ou à la pièce si la confiance devait disparaître. Mais est-ce alors une monnaie fiduciaire ? Oui au sens où il faut lui faire confiance si on veut l'utiliser, mais on voit tout de suite le problème qui se pose : il y a bien un algorithme dans le réseau d'ordinateurs qui gèrent et émettent de nouveaux Bitcoins (ce qu'on appelle le « mining »), mais il n'y a pour le garantir ni police, ni magistrats, ni geôliers, et du coup, c'est une proie toute désignée pour les bandits qui la hackeront, qui la manipuleront à la hausse ou à la baisse par rapport aux autres devises, qui l'utiliseront pour recycler de l'argent sale. Le problème du Bitcoin, c'est exactement celui d'un ensemble d'amis qui décideraient de régler les transactions entre eux avec des billets de Monopoly : tant que tous jouent le jeu, cela marche, mais le jour où il y en a un qui réclame que tous ceux qui lui doivent de l'argent le règlent dans une vraie monnaie et refuse de payer ses propres dettes en disant : « Ce n'est que de l'argent de Monopoly ! », la partie est finie ! Dans les monnaies fiduciaires, il y a des « monnaies-on-joue » et des « monnaies-on-ne-rigole-pas ». Si vous n'êtes pas sûr à laquelle vous avez affaire, trichez et regardez ce qui se passe : si vous vous retrouvez en prison, c'est une « monnaie-on-ne-rigole-pas » !

– L'accès à BitCoin n'a pas l'air des plus simples pour le commun de mortels, le principe est-il réservé à une élite ?

Il faut un « portefeuille électronique », il faut savoir comment l'utiliser, mais c'est comme un smartphone. Je ne crois pas que le problème soit là.

– Il ne semble pas plus évident, si l'on possède des BitCoins, de les dépenser, en fait, on pourrait aller jusqu'à se demander si tout cela sert vraiment à quelque chose, qu'en pensez-vous ?

Vous posez la question de savoir si on a besoin d'autres monnaies que celles qui existent déjà. Personnellement, je ne le crois pas : pour pratiquement tous les usages, une monnaie suffit. Si on veut encourager les gens à acheter des marchandises produites près de chez eux, on peut bien sûr créer une monnaie locale : ça aide la communauté et ça réduit les coûts de transport. Si on veut encourager les gens à dépenser plutôt qu'à thésauriser, on peut rendre la monnaie locale « fondante » : que sa valeur baisse avec le temps qui passe, etc.

Ceux qui préconisent le Bitcoin font un pari : qu'une monnaie fiduciaire peut exister sans État pour la garantir : qu'on peut créer une « monnaie-on-joue » que les gens traiteront quand même comme une « monnaie-on-ne-rigole-pas ».

Sans État, il n'est pas nécessaire évidemment de payer des taxes sur les transactions, mais on se prive aussi de la police, des magistrats et des gardiens de prison qui prennent soin des faux-monnayeurs. On ne paie pas de taxes, c'est formidable, mais en même temps on est beaucoup plus exposé à toute forme d'arnaque, c'est un choix qu'on fait.

Les esprits méfiants (ceux qui ont joué au Monopoly et qui en gardent un mauvais souvenir !) y voient une monumentale escroquerie en préparation : quand beaucoup de gens seront en confiance, certains qui se préparent à ça, fermeront soudain la boutique et rafleront la mise. Ce n'est absolument pas à exclure, et c'est très tentant pour ceux qui vivent aux dépens de gogos puisque les victimes ne pourront même pas aller se plaindre à la police qui leur dirait : « Bitcoin » = « argent de Monopoly ».

– Pourrait-on imaginer un jour un individu lambda effectuer l'intégralité de ses transactions en BitCoin ?

S'il a en face de lui des contreparties qui sont prêtes à le faire aussi pour tout ce qu'il a envie d'acheter, oui. Mais dans ce cas-là, je crois que le Bitcoin aura tout simplement remplacé les monnaies actuelles.

– Rationnellement, qu'aurait-on à y gagner ?

Selon moi, rien du tout !

– Beaucoup parlent d'une bulle, d'une tendance passagère et d'un principe qui disparaîtra aussi vite qu'il est arrivé. Ont-ils complètement tort ?

Non, il n'ont pas tort : une bulle a déjà eu lieu, suivie d'un krach. Le Bitcoin valait 14 dollars au début de l'année, il est monté ensuite à 266 dollars avant de crasher à 110 dollars. En fait il est une simple bulle : dans la tulipomanie en Hollande au 17^{ème} siècle, il y avait quand même une marchandise : les bulbes de tulipe. Avec le Bitcoin, il y a une bulle sur des billets de Monopoly dont les promoteurs disent que c'est une « monnaie-on-ne-rigole-pas ». Est-ce que vous êtes prêt à les croire ? Quand vous lisez des interviews de promoteurs du Bitcoin, vous voyez que la plupart sont des patrons de boîtes de nuit, des joueurs professionnels de poker, etc. Ce qui les intéresse, ce n'est pas la monnaie en soi : ce sont les jeux que le Bitcoin permet de jouer. Ce sont des gamins facétieux.

– Finalement, tout cela ne serait-il pas plus symbolique qu'autre chose, une sorte de système monétaire militant ?

Les porte-paroles du Bitcoin sont en effet des militants : ils s'affirment libertariens. Ils veulent abattre l'État qui est pour eux l'ennemi. Le Bitcoin est un symbole de leur combat.

– Le grand public n'est pas forcément conscient de l'existence de ces monnaies et n'en entend pas forcément parler en bien, faut-il changer les mentalités à ce sujet ?

C'est une curiosité. L'idée est intrigante : peut-on transformer une « monnaie-on-joue » en une « monnaie-on-ne-rigole-pas », sans police, seulement par la méthode Coué ? Pendant un certain temps peut-être, mais tout cela reste fondamentalement une pyramide, une « cavalerie », une « machine de Ponzi » comme on dit aujourd'hui, qui fera un jour ou l'autre des malins qui auront gagné et des gogos qui auront perdu. À moins bien sûr que le Bitcoin ne devienne une monnaie réglementée, c'est-à-dire protégée par un système légal et judiciaire.

– La sécurité des transactions

BitCoin a souvent été dénoncée ces derniers mois, le système semble dangereux, si l'on se réfère à ce qu'on lit, qu'en est-il exactement, selon vous ?

Oui, comme je l'ai dit : sans police pour assurer les arrières, on pousse la confiance vraiment très loin.

– Quand on dit que BitCoin sert avant tout au blanchiment d'argent sale, qu'en pensez-vous ?

C'est sa fragilité : sans protection, le système sur lequel il repose est très exposé à être récupéré par des bandits. Si l'État n'est pas là pour y assurer un peu d'ordre – et ses organisateurs refusent par idéologie de s'occuper de cela – c'est une mafia qui remplacera et prendra le contrôle : l'ordre régnera mais elle lèvera aussi des impôts pour se dédommager, on connaît le système, et on regrettera probablement l'époque où il suffisait de payer une taxe ! Ce sont des gamins, je l'ai dit, il y a beaucoup de naïveté dans tout ça !

– Pensez-vous que les banques établies craignent les monnaies virtuelles, pourraient-elles tenter de les affaiblir ?

Non, c'est un jeu, et un jeu risqué pour celui qui mettrait là son argent. Les gouverneurs de banques centrales et les directeurs de banques peuvent dormir sur leurs deux oreilles : ils ne sont pas menacés du chômage par le Bitcoin !

– Et les États, vont-ils lutter contre ?

Si cela continue d'être un jeu avec de l'argent de Monopoly, non, mais si ce sont des mafias qui se mettent à contrôler ces monnaies, il faut espérer que pour notre bien à tous, les États auront envie de s'en mêler !

Merci !

**Paul Jorion
3 octobre 2013**

La pègre abandonne le bitcoin pour d'autres crypto-monnaies

LES MONNAIES NUMÉRIQUES TELLES QUE LE MONERO ET LE ZCASH, QUI SONT CONÇUES POUR ÉVITER LE TRAÇAGE, ONT GAGNÉ EN POPULARITÉ AUPRÈS DES CYBERCRIMINELS ET ONT AUGMENTÉ EN VALEUR PLUS RAPIDEMENT QUE LE BITCOIN AU COURS DES DEUX DERNIERS MOIS.

Bitcoin perd de son lustre avec certains de ses premiers et plus fervents fans – les criminels – donnant naissance à une nouvelle race de monnaie virtuelle.

La valeur de certaines monnaies numériques axées sur la protection de la vie privée comme le monero, conçues pour éviter le traçage, a augmenté plus rapidement au cours des deux derniers mois, à mesure que les autorités judiciaires ont adopté des logiciels pour surveiller les personnes qui utilisent du bitcoin.

Un grand nombre d'analystes comme Chainalysis réussissent de mieux en mieux à détecter les caches numériques liées à la criminalité ou au blanchiment d'argent, à alerter les échanges et à empêcher la conversion en monnaies traditionnelles.

Il y a trois mois, l'agence de police de l'Union européenne, Europol, a tiré la sonnette d'alarme en signalant que « d'autres crypto-monnaies telles que le monero, l'ether et le Zcash gagnaient en popularité au sein du numérique clandestin ».

Les extorqueurs en ligne, qui utilisent des logiciels de rançonnement pour verrouiller les ordinateurs des victimes jusqu'à ce qu'elles obtiennent un paiement, ont commencé à exiger ces devises à la place.

Le 18 décembre, des pirates informatiques ont attaqué jusqu'à 190 000 sites Web WordPress par heure pour les faire obtenir leur libération en monero, selon la société de sécurité Wordfence.

Pour le rançonnement, monero est désormais « l'un des favoris, sinon le favori », a déclaré Matt Suiche, le fondateur de Comae Technologies, une société de sécurité basée à Dubaï.

Selon coinmarketcap.com, monero a quadruplé en valeur pour atteindre 349 \$US au cours des deux derniers mois de 2017, ce qui le place parmi un certain nombre de jetons qui ont augmenté plus rapidement que le bitcoin, la monnaie numérique la plus précieuse au monde.

Le bitcoin a plus ou moins doublé au cours de la même période, selon les don-

nées compilées par Bloomberg.

Dans le cas de Monero, les criminels se l'arrachent parce que le blockchain, la technologie sous-jacente du bitcoin, peut agir contre eux.

En tant que technologie de comptabilité numérique, blockchain enregistre méticuleusement les adresses d'envoi et de réception des transactions, y compris l'heure exacte et le montant – des chiffres comptables à utiliser comme preuve.

Faites correspondre une adresse à un crime, puis observez attentivement l'univers du bitcoin, et vous pouvez voir les fonds disparaître et réapparaître dans d'autres endroits.

Les escrocs ont mis au point des bases de données et des techniques de traitement de ces données pour coincer les malfaiteurs à l'arrivée.

Lancé en 2014, monero est très différent. Il crypte l'adresse du destinataire sur sa blockchain et génère de fausses adresses pour masquer l'expéditeur réel. Il masque également le montant de la transaction.

Selon Pawel Kuskowski, directeur général de Coinfirm, les techniques sont si puissantes que les logiciels utilisés pour signaler les jetons soupçonnés d'être obtenus par le crime apposent maintenant sur tout ce qui est converti en monero ou hors monero un marquage de risque élevé, ce qui aide les lieux de change et d'autres entreprises à éviter l'argent contaminé.

Kuskowski dit que cela équivaut à environ 10% seulement de bitcoin.

Ce que nous traitons de « risque élevé » est quelque chose qui rend les fonds anonymes. Comment allez-vous prouver que ces fonds ne viennent pas de sources illégales ? » dit-il.

Monero est l'une des nombreuses jetons axés sur le caractère privé des transactions, chacun offrant des caractéristiques de sécurité différentes.

Son principal concurrent, Zcash – qui n'est pas connu pour avoir un succès



Source : Pixabay

criminel important – peut offrir une protection de la vie privée encore meilleure.

Au lieu de créer de fausses adresses pour masquer les expéditeurs, Zcash crypte leur véritable adresse. Il est donc impossible d'identifier les expéditeurs en recherchant des corrélations entre les adresses utilisées dans des transactions multiples pour identifier le véritable expéditeur – une vulnérabilité pour monero.

Pourtant, les chercheurs de l'Université de Princeton ont récemment développé un outil qui les aide à analyser les transactions Zcash au moins dans une certaine mesure – mais ils n'ont pas été en mesure de craquer monero.

Toutefois, les fonctions de haute sécurité Zcash ne peuvent pas être utilisées sur les téléphones portables jetables « brûleurs », un gadget favori utilisé par les criminels pour rester anonymes.

Les développeurs de monero affirment qu'ils ont simplement créé un jeton qui protège la vie privée. La plupart des gens l'utilisent légitimement – ils ne veulent tout simplement pas que les autres sachent s'ils achètent un café ou une voiture, a déclaré Riccardo Spagni,

un développeur de base chez monero.

« En tant que communauté, nous ne prônons certainement pas l'utilisation du monero par les criminels », a déclaré Spagni. En même temps, si vous avez une monnaie décentralisée, ce n'est pas comme si vous pouviez empêcher quelqu'un de l'utiliser. J'imagine que si le monero offrait des avantages énormes aux criminels par rapport au bitcoin, alors ils utiliseraient le monero. »

Pourtant, les criminels ne sont probablement qu'une fraction des utilisateurs de monero, selon Lucas Nuzzi, analyste senior chez Digital Asset Research, qui fournit des recherches aux investisseurs institutionnels.

« Comme pour toute technologie perturbatrice, de nombreux cas d'utilisation initiale sont liés à des activités illicites », a déclaré Nuzzi. Mais alors que les gens ordinaires s'inquiètent de plus en plus de la protection de la vie privée et de la surveillance, ces monnaies ont une utilité qui va au-delà des simples moyens d'échange de marchandises illicites », a-t-il dit.

South China Morning Post
2 janvier 2018

Le néant a désormais son prix en bitcoin

EXPLORONS UN TOUT PETIT PEU PLUS LOIN LA LOGIQUE DU BITCOIN ET DE SA COTATION OFFICIELLE SUR LE MARCHÉ À TERME DE CHICAGO.

De la même façon que le «Policy Analysis Market» de 2003 visait à créer une représentation facilement négociable d'hypothèses événementielles de réalité politique, dont on faisait semblant d'ignorer que la représentation hypothétique fût la prémisse de la réalité rendue possible, de la même façon la cotation à terme du bitcoin donne une existence publique visible au néant financier.

L'émission des monnaies officielles par des banques centrales, indépendantes de la Loi et des autorités politiques, accordant leur crédit central gratuit à des banques commerciales hors sol et hors légalité économique courante, fait qu'il n'existe plus dans la globalisation financière libérale d'unité de compte réel de la valeur ajoutée effectivement demandée, effectivement produite et effectivement livrée par et à des humains socialisés en chair et en os. La monnaie libérale refinancée en dernier ressort par la Fed et la BCE est objectivement le prix nominal du néant, c'est à dire la plus-value d'une phénoménalité sans réalité tangible vérifiable par un désir ou un besoin effectivement verbalisé par l'humain.

Le système financier global en euro-dollar est donc confronté à l'insoluble défi de parler comptablement à des utilisateurs réels de la monnaie sans disposer du moindre référentiel de phénoménalité sensible identifiable par des paroles intelligibles et par des nombres qui représentent une matière concrètement quantifiable et qualifiable à des humains de chair et d'os. La cotation à terme du dollar en bitcoin est donc un saut quantique du néant implicite de la monnaie libérale hors la loi dans le néant virtuellement institutionnalisé de la monnaie libertarienne sans loi ni autorité aucunes.

L'accélération de la fuite dans le néant par la convertibilité du bitcoin en monnaie officielle est un pas décisif dans l'abolition de la fonction anthropologique de l'État. Non

seulement il n'était plus nécessaire qu'un objet de transaction fût reconnu légal par un État quelconque pour avoir un prix dans la finance globale, mais il est maintenant possible d'acheter et de vendre publiquement sur la marché à terme de Chicago un titre nommé «bitcoin» dont la qualité essentielle est d'ontologiser le néant en interdisant toute mise en relation du prix avec de la valeur légale liant des personnes physiques par des obligations licites de reconnaissance réciproque dans une réalité commune objectivable et partageable.

Non seulement il n'y a plus aux États-Unis, depuis un certain temps déjà, d'État fédéral défenseur de la réalité pratique d'un bien commun des citoyens étatsuniens formulé dans les lois fédérales, mais la légalité admet maintenant officiellement d'accorder un prix en dollar à un titre numérique de néant techniquement conçu comme tel. Cela signifie qu'aux États-Unis et donc dans le monde entier, l'existence-même d'une autorité publique commune impartiale pour arbitrer la réalité et la justice des échanges entre les individus n'est plus une condition de possibilité de la vie humaine civilisée.

Concrètement, la convertibilité publique officielle du bitcoin en monnaie légale par le marché à terme de Chicago transforme toutes les institutions politiques, économiques et financières en organisations objectivement mafieuses. Par le bitcoin convertible en monnaie officielle, n'importe quel acte officiellement public dans le village global de la finance libérale peut désormais s'exonérer non seulement de la loi mais de la réalité phénoménale perceptible aux citoyens. N'importe quel puissant en argent peut tuer, voler, détruire ou blasphémer par l'asservissement d'une chaîne d'hommes de main dument réglés en bitcoin, c'est à dire dans la monnaie du néant.

Pierre Sarton du J
31 octobre 2017

“la cotation à terme du bitcoin donne une existence publique visible au néant financier.”



Source : Pixabay

Le bitcoin une solution de spéculation par défaut ?

DANS LE MONDE FINANCIER, LES AVIS À PROPOS DU BITCOIN ET DES CRYPTO-MONNAIES SONT POUR LE MOINS PARTAGÉS.

Pour certaines elles sont dangereuses, chez d'autres qui ne s'en cachent pas elles suscitent beaucoup d'espairs. C'est que, dans l'air du temps, elles s'inscrivent parmi ces phénomènes de disruption désormais qualifiés d'ubérisation, qui semblent irrésistibles. Avec comme principale qualité revendiquée que l'État n'a plus son mot à dire. Ce qui laisse entière la question de savoir ce qui va lui succéder.

Si le rôle premier de la monnaie est de faciliter les échanges, celui du bitcoin pourrait en premier lieu être de favoriser la spéculation (bien qu'elle soit déjà omniprésente sur le Forex, le marché des changes). Sa volatilité prononcée en fait un rêve aux yeux de ceux qui sont à la recherche de rendements élevés et ne craignent pas les émotions fortes. Le bitcoin est sans conteste l'instrument par excellence de la pure spéculation. Et une monnaie dont la valeur unitaire passe de 2.000 dollars en mai dernier à 11.000 dollars ce mois-ci ne peut pas laisser indifférent ceux qui en font leur miel.

Les gérants de hedge funds ne s'y sont donc pas laissés tromper, le nombre de ceux qui investissent dans les crypto-monnaies est passé de 53 à 169 en l'espace des trois derniers mois, selon la société de recherche Next. Les plates-formes d'échange avec les monnaies « traditionnelles » ont de leur côté enregistré l'ouverture de dizaines de milliers de comptes. Déjà significative, la capitalisation totale du bitcoin s'élève à environ 180 milliards de dollars, selon les données de coinmarketcap.com.

Les détracteurs du bitcoin sont pourtant légion. Pour Randal Quarles, un des gouverneurs de la Fed, les crypto-monnaies pourraient créer une menace pour la stabilité financière lorsqu'elles seront davantage utilisées. Fran-

çois Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France, considère que « c'est un actif spéculatif. Sa valeur et sa forte volatilité ne correspondent à aucun sous-jacent économique et ne sont la responsabilité de personne ». Et la Chine a banni les échanges de monnaies cryptographiques de ses plates-formes.

Comme le remarque Larry Fink, le patron de BlackRock, le plus grand fonds d'investissement, « le bitcoin vous donne la mesure de la demande mondiale de lessivage de l'argent », en référence à ce mélange entre l'argent « sale » et celui qui est supposé ne pas l'être, les deux au final ne se distinguant plus, une fois passés par les paradis fiscaux dont c'est une des fonctions. Tout aussi critique, Joseph Stiglitz demande que le bitcoin soit déclaré hors-la-loi, ne rencontrant du succès qu'en raison de son manque de surveillance, car « il ne sert aucune fonction socialement utile ». Pire, il traîne la réputation sulfureuse d'être « la monnaie du crime », associée à toutes ses formes, et d'être le moyen de paiement préféré sur le dark web.

Mais on ne s'en étonnera pas, Jamie Dimon, le PDG de JPMorgan Chase, est plus pragmatique. S'il dénonce le bitcoin comme étant « une fraude », il ne s'interdit pas de réfléchir à la réponse à apporter à ses clients. A la tête de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein, n'est pas sur une autre longueur d'onde, déclarant ne pas y croire mais ne demandant qu'à se tromper, remarquant que ce ne serait pas la première fois que ce serait le cas... Les marchés ont toujours raison quand il s'agit de faire de bonnes affaires, même sur le dos des clients !

Premiers frémissements annonciateurs, trois plates-formes boursières américaines – le Nasdaq, le Chicago Mercantile Exchange (CME), la CBOE – plus le courtier Cantor Exchange – ont coup

sur coup annoncé lancer et traiter des contrats à terme (futures) en bitcoin, un signe d'intronisation dans le monde des grands. La Commodity Futures Trading Commission (CFTC), l'autorité de régulation des marchés à terme et des produits dérivés, avait précédemment autorisé LedgerX à fournir des services de compensation pour les swaps de devises numériques. En Europe, un premier fonds de gestion dédié au bitcoin a été lancé. Ce n'est qu'un début, mais toutes les mauvaises raisons se conjuguent pour que les acteurs de la finance s'accaparent un nouveau terrain de jeu et que leurs réserves initiales soient oubliées.

La Banque des règlements internationaux (BRI) s'alarme à propos de « l'effervescence de certains marchés boursiers », des niveaux records d'endettement et des valorisations boursières élevées. Elle demande aux banques centrales de relever leur taux d'intérêt dans l'espoir de calmer le jeu en dépit de la faiblesse persistante des rendements obligataires. Est-ce une occasion à saisir pour le bitcoin ? Son marché pourrait prendre le relais de celui des actions, même modestement, car ces dernières vont finir par avoir donné tout ce qu'elles peuvent en matière de rendement à force de grimper, et il ne faudrait pas trop insister pour que leur bulle finisse par éclater. Car rien ne présage que, dans le cadre du phénomène de balancier habituel, le marché obligataire soit en mesure de le faire.

Mais que peuvent les banques centrales qui ont enclenché la marche arrière ? Peuvent-elles brusquer la remontée de leur taux d'intérêt et risquer que de nombreux montages financiers effectués dans la période faste n'y résistent pas ?

Si l'on veut un peu extrapoler, le bitcoin serait-il le sauveur par qui le malheur arriverait grâce à

l'ouverture d'une nouvelle salle du casino ? Ce serait bien dans la nature du système financier de générer son propre dysfonctionnement. Car sinon d'où viendrait ce sentiment qui fait consensus chez les praticiens de l'activité financière selon lequel les crises ne peuvent que se succéder ?

François Leclerc
4 décembre 2017

“le bitcoin vous donne la mesure de la demande mondiale de lessivage de l'argent”

Harari/Jorion

Tout d'abord, permettez-moi de me présenter. Je m'appelle Michel Jourdan et j'ai 49 ans. Je suis Belge et suis établi depuis plus de 15 ans à l'île Maurice, où je travaille dans la presse écrite.

Le mois dernier, j'ai lu deux ouvrages offrant des prédictions radicalement différentes sur le devenir de l'humanité, à savoir *Homo Deus*, de Harari, et *Le dernier qui s'en va éteint la lumière*, dont vous devez très bien connaître l'auteur. Je ne sais pour quelle raison, mais de les avoir lu successivement m'a amené à vouloir dresser une comparaison, notamment en termes de perspectives. Ainsi, concernant *Homo Deus*, l'ouvrage me paraît au final une vision trop idéaliste d'un avenir pourtant incertain. Si son point fort reste la vulgarisation du contenu, il demeure, selon moi, que les perspectives de Harari restent amarrées dans sa, certes, très bonne connaissance de l'Histoire, mais aussi visent vers des projections ne tenant pas suffisamment compte, toujours selon moi, du facteur anthropologique. En résumé, il fait dans l'histoire, mais pas assez dans les sciences humaines, ayant trop souvent évacué l'aspect psychologique faisant de nous qui nous sommes et ce que nous sommes. Et donc a fortiori où nous allons, ce qui est problématique dans le contexte du livre, qui se positionne presque comme un ouvrage de futurologie appliquée. Car pour moi, en matière d'anticipation, l'aspect technologique est loin d'être le facteur le plus important dans la conjoncture, d'autres points étant plus cruciaux, comme notre rapport avec la nature, nos sociétés capitalistes et nos actions pour la survie du vivant. A quoi bon en effet élaborer sur les progrès attendus (ou espérés) pour le siècle prochain en matière de biotechnologie, de robotique ou encore de génie génétique si nous ne sommes plus là ?

Plusieurs sujets, s'ils ne sont pas totalement escamotés, ne sont en revanche pas assez mis en avant dans *Homo Deus*. L'argent, ou plus exactement le pouvoir que celui-ci profère, Harari n'en parle par exemple pas assez. Pourtant, lorsqu'il évoque les progrès incroyables de ces dernières décennies ayant permis à l'homme, notamment dans le domaine de la lutte contre les épidémies, de trouver

plus ou moins rapidement des solutions à ses problèmes, il en oublie – du moins dans la première partie de son livre – que ces mêmes découvertes ont été initiées sous le couvert qu'à terme, elles se devaient d'être rentabilisées et, plus encore, de générer d'énormes bénéfices. Aussi, l'équation de nos problèmes actuels, ceux-là même qui nous font nous précipiter aujourd'hui dans le vide, se résume-t-elle simplement, d'après moi, à : « Si nous changeons d'orientation, qu'avons-nous à y gagner ? » La réponse paraît bien sûr évidente pour vous comme pour moi, ainsi que des centaines de milliers d'autres Sapiens, puisque le gain est simplement la survie de notre espèce, mais malheureusement pas, pour l'heure, pour ceux qui se trouvent en haut de la pyramide décisionnelle.

Vous le résumez vous-même d'ailleurs très clairement : « Nous craignons sans doute le retour des catastrophes passées et prenons certaines précautions en conséquence, mais nous nous révélons ineptes dans la préparation à des désastres futurs du fait de la combinaison en nous de trois facteurs : nous souffrons d'un manque total d'imagination, nous affichons un optimisme irraisonné que nous appelons "espérance" et, surtout, nous n'envisageons de solutions à adopter que dans une perspective purement commerciale. Nous ne sommes disposés à sauver notre espèce de l'extinction qu'à une seule condition : "si cela peut rapporter". »

Or, la solution de notre survie, en tant qu'espèce, est, on le sait, liée intrinsèquement à notre capacité de pouvoir nous projeter dans l'avenir. De là tous ces rapports, colloques, réunions, conférences, etc., mais dont l'issue est quasiment toujours la même : des accords, amendés 100 fois puis ratifiés, sans aucune garantie qu'ils seront mis en application ni même éventuellement jetés aux orties (ex : Trump et le climat ou encore Trump et les migrants). Tout cela par manque de perspective et d'intérêt (en termes de billets verts). Parce que cela ne nous (« nous » à travers nos décideurs, bien sûr) intéresse pas, parce que notre vision n'est ancrée que dans celle de notre propre et courte existence et, éventuellement, celle de nos enfants, mais pas beaucoup plus.

L'humain est ainsi fait. Il a beau savoir que l'alcool, la vitesse et le manque de sommeil au volant continue de tuer, il poursuivra sa route sans s'en soucier. Jusqu'au prochain virage, derrière lequel l'attendra le mur qui lui coûtera la vie. C'est une réalité : tant que le danger n'est pas à portée de vue, il n'appuiera jamais sur la pédale de frein. Et c'est pareil pour le réchauffement. On a beau le savoir – à grands coups de rapports, d'histogrammes et de clichés d'ours blancs pris au piège de glaciers se détachant de la banquise –, pour véritablement nous faire réagir, il faudrait presque que le niveau de la mer monte de dix centimètres par jour, et encore, sur nos propres côtes. Alors peut-être nous donnerions-nous rapidement les ressources nécessaires (financières, politiques et technologiques) pour tenter de contrer le cataclysme. Là est évidemment le paradoxe, puisqu'à cette allure, il est évident que cela ne servirait plus à rien.

C'est d'ailleurs ce que vous expliquez à votre manière : « Nous ne sommes pas outillés pour nous mettre à la place d'êtres humains affrontant l'horreur à quelques milliers de kilomètres de chez nous. Et, parfois même, c'est le sort de personnes ne vivant qu'à quelques dizaines de kilomètres de chez nous qui nous indiffère déjà. De même, si l'on nous posait la question, nous dirions : "Oui, nous avons à cœur le sort des générations futures !", mais elles n'en sont pas moins pour nous des entités abstraites et l'extinction de l'espèce nous apparaît, dans la même perspective, comme une abstraction vague, incapable en tout cas de susciter notre émotion. Nous pouvons nous identifier à d'autres êtres humains – une disposition qui vient tout naturellement à certains d'entre nous –, mais nous sommes incapables de nous identifier au destin du genre humain tout entier, et donc de nous impliquer pleinement dans sa survie. Nous arrivons à donner un sens à notre propre vie, mais donner un sens à l'histoire de notre espèce dépasse les frontières de notre imagination. » Evidemment, il s'agit ici de dresser un portrait général de notre espèce. Notre propension à ignorer les avertissements pour le long terme et notre absence d'application pour la survie des générations futures comportent aussi de nombreuses exceptions. Malheu-

reusement, ces qualités ne sont que rarement prêtées à ceux qui dirigent actuellement le monde, et donc ce dernier dépend pourtant.

En fait, l'unique solution, s'il devait y en avoir une, serait de rebâtir de zéro une société où, en lieu et places de nos élites (politiques, financières...), se trouveraient à guider nos actions des intellectuels, des experts, des économistes adeptes de la décroissance, etc., bref des gens que l'on pourrait qualifier de visionnaires (bien que simplement réalistes), et qui, ensemble, permettraient (peut-être) d'ériger un système nous permettant, non pas d'éviter la catastrophe (car elle aura de toute façon lieu), mais d'en limiter tout au moins l'impact. Une structure qui, pareille à une arche, nous permettrait en tout cas de contenir le déluge (propre et figuré) à venir. Et comme il s'agirait d'une arche, il nous faudrait donc un (ou en réalité plusieurs) Noé, des chefs pouvant guider le troupeau que nous sommes vers un idéal plus intégré aux défis actuels.

Dans votre livre, vous dites d'ailleurs : « Notre capacité à écarter un danger d'une telle nature, en dépit de notre faculté de réflexion et de la possibilité qui nous est offerte de mobiliser toute la puissance du syllogisme pour soutenir la validité de nos arguments, ne dépasse probablement pas celle des dinosaures quand ils durent faire face à leur propre extinction. Ce n'est pas que nous ne sachions pas ce qu'il convient de faire – en fait, nous le savons très précisément –, mais entre notre personne et la décision adéquate se dresse le Prince, qui n'a pas la moindre intention d'y prêter attention, parce que son attention tout entière est mobilisée par une tâche d'un autre ordre : se maintenir au pouvoir. Aussi, si nous laissons le Prince veiller au cours des choses comme il le fait aujourd'hui, c'est le précipice garanti – rien d'autre ! »

Sur certains points, *Homo Deus* est un peu l'antithèse du Dernier qui s'en va éteint la lumière. Là où le premier trouve dans nos avancées technologiques les raisons d'espérer, le second, lui, estime au contraire qu'elles précipiteront notre disparition. En sus de cela, Harari s'égare quelque peu à certains moments, comme lorsqu'il dresse un comparatif entre les victimes du terrorisme

et celles de la malbouffe, comparant Al Qaïda à Coca-Cola et expliquant qu'on n'a plus à craindre du second que du premier, faisant alors presque de Daech un simple produit de consommation. Ce qui est totalement contreproductif car cela équivaldrait à devoir moins se soucier du respect du code de la route que des facteurs à risques de cardiopathies et d'AVC sous prétexte que le premier fait chaque année 10 fois moins de morts dans le monde que le second.

Quant à l'argent, pour revenir sur cette question, vous l'évoquez constamment, au contraire de Harari. Des divergences normales au vu de vos parcours, le premier étant historien et vous, celui d'un anthropologue ayant dévié depuis longtemps déjà vers le secteur financier et analytique. Mais votre point fort, c'est, selon moi, votre capacité à transposer la nature humaine dans le cadre

des défis actuels. Ainsi, lorsque vous abordez la question du sens de la vie, telle qu'elle nous a été léguée par la chimie organique, vous dites : « Il est demandé à notre corps de se reproduire, et c'est finalement la seule chose pour laquelle il soit véritablement équipé, la seule chose qu'il sache faire correctement : faire des bébés ("pour de vrai" ou "pour du beurre"), et respecter les conditions minimales pour que cela soit possible (manger et boire de l'eau toutes les quelques heures, absorber de l'oxygène toutes les quelques secondes, évacuer régulièrement les déchets s'accumulant rapidement, ne pas mourir de froid, etc.). Nous avons été très bien conçus pour nous reproduire et raisonnablement conçus pour maintenir les conditions nécessaires à cette reproduction. Mais, comme nous sommes éphémères et jetables, penser à l'avenir sur le long terme n'est pas notre fort : notre manque de talent dans ce do-

maine est consternant. Et la punition est pour bientôt ! »

Difficile, et peut-être inutile d'ailleurs, de dresser finalement un comparatif entre ces deux ouvrages, Harari et vous n'ayant ni le même objectif ni les mêmes prétentions. Le livre de Harari n'est en effet pas mauvais, loin de là. D'autant, encore une fois, qu'il ne vise pas forcément le même public, n'a pas le même fil conducteur et ne s'inscrit pas dans la même finalité. *Homo Deus* se lit en fait facilement, presque comme une fable, avec des passages même très prenants et aussi en accord avec nombre de constatations que je me suis faites à un moment ou un autre. A l'instar du ridicule des Sapiens ayant depuis toujours imposé leur hégémonie sur les autres espèces, en fait sous-espèces, selon Sapiens toujours, justifiant dès lors notre immense faculté à accorder droit de vie et de mort sur tout être vivant, y compris nos semblables dans certains cas. Des espèces, animales et végétales, ayant pourtant tout autant le droit de peupler la terre que nous (certaines étant d'ailleurs déjà là bien avant notre apparition, et environ 100 millions d'années avant la première « molécule animale » pour les végétaux), mais dont nous n'avons cure, celles-ci étant, elles aussi, soit considérées comme nuisibles, soit utiles pour les liens affectifs qu'elles nous procurent (animaux de compagnie, plantes en pot...), soit encore perçues comme de simples produits de consommation.

Autre aspect que j'ai particulièrement apprécié dans *Homo Deus*, et rejoignant là encore ce qui est ma perception depuis longtemps, c'est celui lié à notre absence de libre arbitre, en ce sens que celui-ci est induit par des interactions neuronales contre lesquelles l'on ne peut finalement rien, ne devenant alors qu'un simple acteur de notre propre scénario organique. Cela dit, là où l'auteur parle à un certain moment de « fruit du hasard » pour expliquer la résurgence de flux électriques influant sur nos décisions, j'y vois, moi, quelque chose de beaucoup moins aléatoire, en l'occurrence la création de synapses en quelque sorte programmées car résultant d'interactions antérieures, elles-mêmes répondant à des interactions plus anciennes. Dès lors, selon moi, ce que l'on appelle « destin » prend alors tout son sens si l'on en retire toute substance philosophique ou religieuse. C'est d'ailleurs là une contradiction dans le cheminement philo-scientifique de

Harari, car après avoir évoqué le facteur biologique aléatoire de ce que nous sommes, il passe assez rapidement à la terminologie « d'algorithmes biologiques ». Or, par définition, un algorithme est le fruit d'une programmation, qui n'a dès lors plus rien de hasardeux.

Personnellement, je ne suis pas optimiste pour notre espèce et rejoins votre analyse de la situation. Beaucoup seront cependant en désaccord, et en particulier sur le sort réservé à l'espèce humaine et en la capacité de cette dernière de se sortir de l'impasse dans laquelle elle s'est engagée. Reste que nous sommes en revanche de ceux (trop rares à mon avis) étant conscients de la gravité de la situation et de ce qui nous a amenés là où nous en sommes aujourd'hui. En fin de compte, que l'on soit d'avis qu'il reste quelque chose à faire ou qu'au contraire l'on pense, comme vous et moi, que les dés sont jetés, car pipés depuis le commencement, ne change pas grand-chose.

Ainsi, que l'on décide ou non de « faire notre deuil de l'humanité », pour vous plagier, ou que l'on pense avoir la capacité intellectuelle de sauver notre espèce, comme le clame Harari, le plus important reste en réalité de prendre conscience de l'urgence d'actions immédiates. Avec, en filigrane, l'espoir (vague ou pas) que l'humain – espèce dont la survie n'a que peu d'intérêt dans l'ordre de l'univers et à laquelle nous accordons finalement une importance résolument déformée par une arrogance démesurée (mais la chimie organique nous a ainsi fait) – réussira à éviter de subir le même destin que les dinosaures. En tout cas, à la différence de ces derniers, on ne pourra pas dire que nous n'étions pas prévenus !

Michel Jourdan
7 décembre 2017

Trump : Les choses se précipitent

J'ai écrit hier soir que le général Michael Flynn, éphémère conseiller de Trump sur les questions de sécurité nationale, était inculpé pour « avoir menti au FBI » en suivant « les instructions d'un membre au plus niveau de l'équipe de transition [présidentielle] ». L'agence Bloomberg a annoncé dans les minutes qui suivirent que ce dernier n'était autre que Jared Kushner, gendre et conseiller en chef du Président.

On connaît ainsi le prochain pion à tomber. Toutefois Trump, qui a mené son enquête il y a de nombreux mois sur la possibilité de s'accorder la grâce présidentielle à lui-même et a jugé que la chose était parfaitement possible puisqu'aucun texte ne l'interdit formellement, n'hésitera pas une seconde à gracier son beau-fils, avant de se gracier lui-même par anticipation, précipitant une crise institutionnelle aux États-Unis, à défaut de la guerre civile

qui n'est pas à exclure pour autant.

Pendant ce temps-là – grande victoire de Trump – le Sénat américain à majorité républicaine a voté une réforme fiscale qui accélérera massivement la concentration de la richesse dans le pays et créera un trou dans le budget de la nation de 1,4 mille milliards de dollars.

À chaque minute qui passe les États-Unis s'enfoncent davantage dans le marasme et se rapprochent de l'abîme, tandis que la Chine apparaît plus digne de confiance, non pas parce qu'elle gagnerait en sagesse pendant ce temps mais simplement par contraste avec une grande puissance déboussolée en déclin accéléré.

Paul Jorion
2 décembre 2017

Trends – Tendances, Brexit et Catalogne : quelle est la taille idéale de l'« entre soi » ?

Le Brexit, déjà considéré comme une catastrophe par ses promoteurs mêmes, pris à contre-pied par le « Oui » à 51,9% au referendum du 23 juin 2016, n'a pas cessé de générer des effets de plus en plus désastreux.

Certains de ces effets étaient automatiques, comme le départ de l'Agence bancaire européenne (ABE) qui siègera désormais à Paris, ou de l'Agence européenne du médicament, dont le siège va se déplacer vers Amsterdam. D'autres effets étaient prévisibles comme un ralentissement de l'activité économique au Royaume-Uni, la baisse de la livre sterling ou le départ de la City de Londres d'un certain nombre d'établissements financiers. D'autres conséquences étaient moins prévisibles, parmi celles-ci, l'affaiblissement progressif du gouvernement de Mme Teresa May, premièrement pour avoir appelé à des élections anticipées ayant débouché sur une perte de majorité pour le Parti conservateur, deuxièmement en raison d'une fronde au sein de ce parti, fronde menée par Boris Johnson, personnage clé du fait de son poste de ministre des affaires étrangères, troisièmement en raison de la perte en quelques jours de deux ministres, l'un pour frasques antérieures, l'autre, pour ce que la presse a qualifié pudiquement de « diplomatie freelance », lors d'un récent séjour en Israël.

Les nuages sont à ce point nombreux sur le Brexit, qu'ils font grimper les chances d'une version dite « ultra-dure », qui ne déboucherait pas sur un traité commercial, et serait accompagnée d'un refus de tout versement compensatoire à l'Union européenne.

Mais le nuage le plus menaçant aujourd'hui était évident avant même que ne soit lancé le referendum : le statut de la frontière entre la province britannique d'Irlande du Nord et la République d'Irlande. L'absence de frontière dure entre les deux fut consacrée par l'Accord du Vendredi saint de 1998, accord passé à l'époque entre deux composantes de l'Union européenne. Le retrait hors de celle-ci du Royaume-Uni remettrait l'accord en question et obligerait à redéfinir une frontière « dure »

à un endroit ou un autre : soit entre les deux Irlandes, soit entre l'île entière et la Grande-Bretagne. Et sur ce point, le désaccord est absolu, la République d'Irlande mettant son veto à la première option, et le Royaume-Uni, à la seconde. Quant au rejet du Brexit à 62% par les Écossais, il ajoute encore à la complexité régionale de la question pour le gouvernement britannique, même si les élections récentes ont entériné une perte d'influence significative des indépendantistes qui ont alors perdu 21 des 56 sièges qu'ils détenaient.

Et ceci suggère un parallèle inattendu entre le processus calamiteux du Brexit et la question catalane, et débouche sur une question en réalité essentielle : quelle est la taille idéale de l'« entre soi » dans l'Europe contemporaine ? Celle de l'union au plus haut niveau, comme l'Union européenne, ou de la région, telle la Catalogne ?

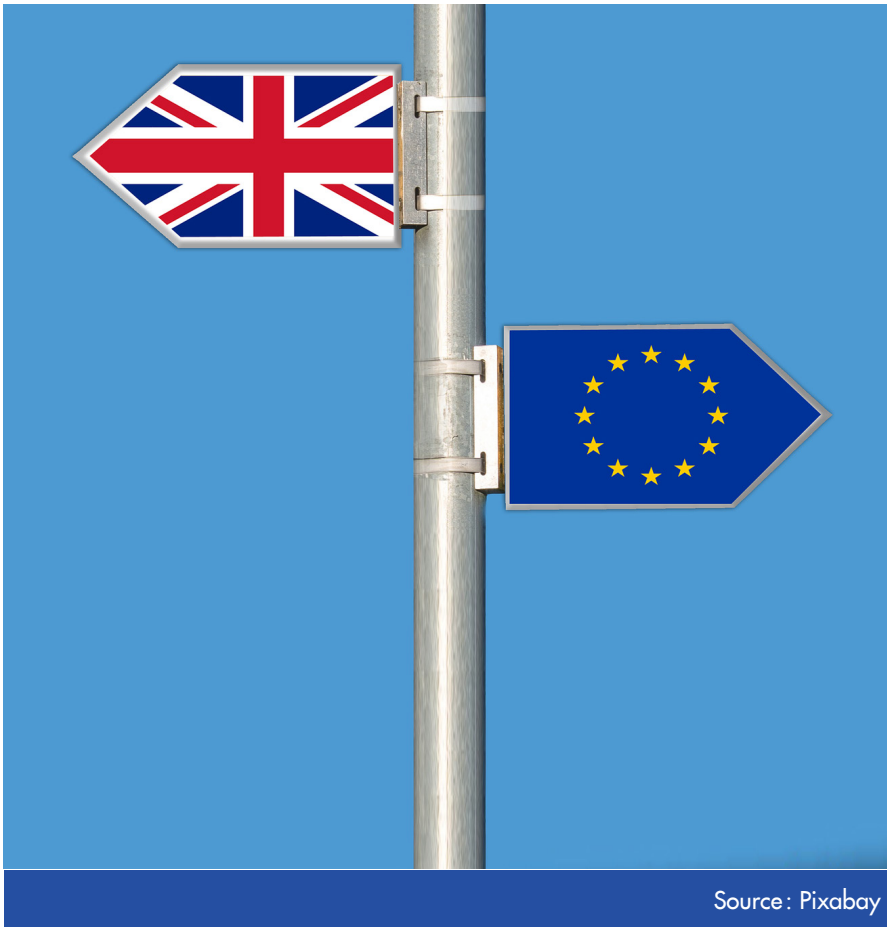
Si la réponse devait être « des unités plus petites », les institutions sont-elles en place qui permettraient la reconfiguration souhaitée ? Et là, la réponse est « Non », comme le démontrent à suffisance les événements récents dans les négociations relatives au Brexit et la tentative avortée de sécession de la Catalogne en Espagne. Dans les deux cas, les initiatives s'enlisent en raison d'abord de l'absence de cadre permettant une recomposition harmonieuse en unités plus petites, mais plus grave encore, en raison ensuite de l'absence d'une jurisprudence, de l'inexistence de précédents qui permettraient de définir une ligne de conduite dans le processus de reconfiguration à un niveau plus local.

Or la réponse rationnelle en termes de logique économique et financière est au contraire de constituer des unités plus grandes, pour permettre d'une part une plus grande diversification économique dans chaque unité, facteur de stabilité et de réduction du risque, et d'autre part de voir réduits au maximum les effets pervers du « dumping » social, fiscal ou autre, entre unités concurrentes au sein de ce que devraient être au contraire de véritables unions.

L'insatisfaction aujourd'hui des Européens les conduit à vouloir réduire

l'échelle de l'entre soi en descendant d'échelon en échelon de plus en plus bas, le voisin qui énerve étant de plus en plus semblable à soi-même. C'est à cette insatisfaction en tant que telle que les gouvernants européens devraient répondre par priorité.

Paul Jorion
30 novembre 2017



Source : Pixabay

La crise catalane rebondit

L'équation catalane reste sans solution, Mariano Rajoy a perdu son pari. En dépit de leurs erreurs, de l'exil de l'un de leurs dirigeants et de l'incarcération de trois autres, les indépendantistes restent majoritaires au Parlement catalan, à condition toutefois de renouveler leur coalition.

La participation a atteint presque 82%, contre 75% aux élections précédentes, et n'a favorisé aucun des deux camps, même si la percée de Ciudadanos – au détriment d'un Parti populaire laminé – témoigne de l'importance du courant opposé à l'indépendance. Additionnée à l'intransigeance de Mariano Rajoy, la suite des événements est loin d'être toute tracée. La Catalogne va continuer d'empoisonner la vie politique espagnole, rendant la position de Mariano Rajoy encore plus précaire.

«L'État espagnol a été vaincu», a proclamé depuis Bruxelles Carles Puigdemont, mais l'investiture d'un nouveau chef de gouvernement risque d'être un long processus chaotique, pouvant aboutir à de nouvelles élections si elle n'intervient pas d'ici à la fin mars. Et il faudra bien lever la tutelle de Madrid lorsqu'elle interviendra. Quitte à ce que

celle-ci soit réinstaurée si la majorité parlementaire dépasse les bornes fixées par Mariano Rajoy.

La situation porte en elle, à minima, une reconfiguration des relations entre les régions et Madrid, une redéfinition des modalités de leur autonomie, ainsi que l'exigence de la fin de la monarchie. Mais comment y parvenir? Ces revendications qui exacerbent les divisions de l'Espagne ne datent pas d'hier, le processus de la transition ayant cherché à les dépasser sans les faire disparaître. Aujourd'hui, elles resurgissent.

L'équation catalane renvoie à celle de l'Espagne, tout autant sans solution, et cela ne va pas pouvoir être ignoré. Si Podemos a échoué dans sa tentative de débordement du PSOE, Ciudadanos a pris une sérieuse option en visant un Parti populaire gangrené par la corruption. Il en ressort pour l'instant un paysage politique éclaté, le produit d'un processus n'étant pas parvenu à son terme.

Les recompositions en cours illustrent combien les anciennes équipes ont fait leur temps, usées par une crise chronique dont elles n'ont pas les

clés. Mais les nouvelles équipes ne parviennent pas à accéder au pouvoir, et c'est parti pour durer ainsi. À l'image de la crise financière qui rode, irrésolue, dont la dimension politique n'est somme toute que le reflet.

François Leclerc
30 novembre 2017

**«L'État espagnol
a été vaincu», a
proclamé depuis
Bruxelles Carles
Puigdemont**



Source: Pixabay

Quand les algos font les prix

PARMI LES NOMBREUX PARADOXES QUE NOUS VIVONS, L'UN D'ENTRE EUX EST CENTRAL DANS NOS SOCIÉTÉS DÉVELOPPÉES, C'EST CELUI DES INÉGALITÉS.

Nous voguons de mystère en mystère dans un monde de plus en plus complexe et fragile (ce qui va de pair). La European Securities and Markets Authority (ESMA) invite depuis Londres à une timide tentative de régulation des CFD (les contrats pour la différence, des instruments financiers dérivés non réglementés) et la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) tente d'établir depuis Paris un panorama des questions éthiques que posent les algorithmes. L'opacité, cela va sans le dire, est dans les deux cas la règle.

Se pencher sur les algos, c'est être à la fois ébloui par leurs performances, particulièrement quand ils disposent de masses de données, et effrayé par ces « armes de destruction mathématiques » (1), ainsi qualifiées en référence à l'appréciation par le financier Warren Buffett des produits dérivés et à un épisode resté fameux de mensonge d'État. Pourtant, un fait est là : les algos sont devenus indispensables. Et c'est d'ailleurs parce qu'ils sont efficaces qu'ils représentent aussi un danger.

Sans que nous en ayons conscience, ils sont devenus omniprésents, déployés dans tous les domaines. Cela va de la reconnaissance faciale – une application chinoise permet de payer ses achats ainsi – au trading électronique sur les places boursières, jusqu'à la détection de cer-

taines affections dans le domaine médical et la prédiction des comportements en règle générale. Sans oublier le décryptage des données résultant de la surveillance électronique mondiale de la National Security Agency (NSA), la rencontre des âmes seules dans le cadre des clubs de rencontre sur Internet, la détection de toute information en réponse à une requête, l'obtention d'un crédit ou d'un emploi, l'aide pour se diriger en terrain inconnu, etc. Cet inventaire est loin d'être exhaustif.

Dans notre nouveau monde numérique, les algorithmes parviennent à reconstituer qui nous sommes, identifient nos préférences – sexuelles, politiques, en tant que consommateur – et prédisent nos comportements en partant des traces informatiques que nous laissons derrière nous. Plus rien à voir avec ces autres traces que sont nos empreintes digitales ou notre ADN qui ne permettent que de nous identifier. Et à une échelle qui n'est plus la même.

Notre rapport au monde est de plus en plus dépendant d'algorithmes et, comme il est souvent dit, « maintenant, c'est l'ordinateur qui décide ! » ; sans avoir l'opportunité de mieux s'expliquer et argumenter, de tenter de convaincre ou de séduire, et sans avoir de recours au bout du compte. La loi est publique et nul n'est censé l'ignorer, mais les algorithmes sont des boîtes noires dont le contenu est méconnu et jalousement gardé secret.

Désormais, ils se substituent à la main du marché pour former les prix. On connaissait l'IP tracking (2), qui permet d'augmenter le prix d'objet ou d'un service quand un internaute hésite, au bord de l'achat, afin de lui signifier qu'il va encore augmenter. Des cookies implantés dans les ordinateurs des clients se sont depuis vu confier la modulation des prix en fonction de leur comportement et le yield management qui optimise le remplissage et la recette des avions et des hôtels a pris son essor.

Mais tout cela est en passe d'être dépassé, des algorithmes tarifaires sont désormais capables d'optimiser les prix au bénéfice du vendeur qui les programme selon son bon vouloir. L'algorithme d'Uber, qui maîtrise tous les paramètres de son marché fermé en est un bon exemple. Jusqu'ici, la distance, la demande, l'heure, le jour et le lieu de prise en charge étaient pris en compte pour déterminer le prix d'une course. Selon un nouveau système de tarification, le client payera plus cher s'il effectue un trajet entre deux quartiers huppés de la capitale, ainsi que s'il emprunte un itinéraire populaire, ou bien selon que la demande est forte ou faible.

C'est sans limite, d'autres paramètres peuvent être utilisés. L'adresse IP de l'acheteur permet par exemple de le localiser et d'estimer son revenu en fonction du revenu moyen de la zone où il habite (en dehors des

heures de bureau). L'expression « à la tête du client » n'aura jamais trouvé plus parfaite illustration.

Mais cela va plus loin. L'emploi des algorithmes de tarification permet une nouvelle forme de collusion indétectable, des concurrents pouvant adopter la même technologie de fixation de prix, qui réagit de manière identique aux évolutions des conditions du marché. Exactement comme s'ils s'entendaient sur les prix sans que cela soit nécessaire. Cette logique achevée, le marché deviendrait contrôlé.

Cela va plus loin encore : ainsi que le souligne un rapport de l'OCDE, comment rendre responsable un programme qui a appris à se coordonner avec d'autres pour ajuster ses prix ? Les experts en droit de la concurrence sont démunis devant une collusion entre algorithmes munis de capacité d'apprentissage et apprenant de leurs propres interactions sans laisser de traces...

Qu'importe, les algorithmes de tarification se répandent inexorablement, on n'arrête pas le progrès...

(1) Cathy O'Neil, mathématicienne et membre du mouvement Occupy.
(2) L'adresse IP, pour Internet Protocol, permet d'identifier – provisoirement ou pas – une machine connectée à Internet.

François Leclerc
18 octobre 2017

(P)ièces (J)ointes

Les (P)ièces (J)ointes de Paul Jorion

Directeur de Publication : Paul Jorion

Référence ISSN : 2494-3290

Référence CPPAP : 0618 I 93123

Périodicité : Mensuelle

Janvier 2018